


République du Sénégal

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**



**SITUATION
ÉCONOMIQUE ET
FINANCIÈRE EN 2023 ET
PERSPECTIVES 2024**

**Direction de la Prévision et des Études
Économiques
DPEE**

@DPMSP novembre 2023



La situation économique et financière (SEF) est un document d'analyse macroéconomique qui est publié deux fois dans l'année. Celui-ci fait le point sur la situation de 2023 et les perspectives de 2024.

Sous la supervision de

Souleymane DIALLO	Directeur général de la Planification et des Politiques Economiques
Djibril DIONE	Coordonnateur de la Direction générale de la Planification et des Politiques Economiques
Alassane DIALLO	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques

Equipe de rédaction

Environnement international et Secteur réel	Idrissa	DIAGNE
	Abdou	SENE
	Hamady	DIALLO
Finances Publiques	Mamadou	CISSE
	Abdoulaye	SOW
	Awa Kane	KONTE
Balance des Paiements et Monnaie	Hamat	SY
	Aya	GAYE

Table des matières

RÉSUMÉ	5
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE	9
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2023	9
1.1.1 Les ressources du PIB.....	9
1.1.2 Les emplois du PIB.....	14
1.1.3 L'Inflation.....	15
1.1.4 La Compétitivité.....	15
1.2. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2024	16
1.2.1. Les ressources du PIB.....	16
1.2.2. Les emplois du PIB.....	22
1.2.3. L'Inflation	22
2. LES FINANCES PUBLIQUES	23
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2023	23
2.1.1. Les Recettes.....	23
2.1.2. Les dépenses.....	24
2.1.3. Le Financement.....	24
2.1.4. La Dette publique	24
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2024	25
2.2.1 Les Recettes.....	26
2.2.2 Les dépenses.....	27
2.2.3 Le Financement.....	27
3. LA BALANCE DES PAIEMENTS	28
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2023	28
3.1.1. Evolution de la balance courante.....	28
3.1.2. Evolution du compte de capital et du compte financier.....	29
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2024	29
3.2.1. Evolution de la balance courante.....	30
3.2.2. Evolution du compte de capital et du compte financier.....	30
4. LA SITUATION MONETAIRE	31
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2023	31
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets	31
4.1.2. Les créances intérieures.....	31
4.1.3. La masse monétaire.....	31
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2024	31
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets.....	31
4.2.2. Les créances intérieures.....	31
4.2.3. La masse monétaire.....	32
5. LES RISQUES MACROECONOMIQUE	33
ANNEXES	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRIG	: <i>African Investment Group</i>
AIBD	: Aéroport international Blaise Diagne
ANSD	: Agence nationale de la statistique et de la démographie
ANACIM	: Agence nationale de l'Aviation civile et de la Météorologie
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BRT	: Bus rapide transit
DAC	: Domaines agricoles communautaires
FAO	: Organisation des Nations Unies l'Alimentation et l'Agriculture
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	: Francs Communauté financière africaine
FED	: Réserve fédérale des Etats-Unis
FMI	: Fonds monétaire international
GTA	: Grand Tortue Ahmeyim
GNL	: Gaz naturel liquéfié
ICS	: Industries chimique du Sénégal
IHPC	: Indice national harmonisé des Prix à la Consommation
KMS 3	: Keur Momar Sarr 3
LFI	: Loi de finances initiale
MCA	: Millénium Challenge Account
MTTA	: Ministère du Tourisme et des Transports aériens
PAD	: Port Autonome de Dakar
PAP	: Plan d'Actions Prioritaires
PAP 2A	: Plan d'Actions Prioritaires ajusté et accéléré
PASAD	: Programme agricole pour la Souveraineté alimentaire durable
PDCF	: Programme de développement des cultures fourragères
PEPAM	: Programme d'eau potable et d'assainissement du Millénaire
PNDE	: Plan national de développement de l'élevage
PIB	: Produit intérieur brut
PRADELAIT	: Projet d'Appui au Développement de la filière lait
PRONAM	: Programme national d'autosuffisance en moutons
PUDC	: Programme d'Urgence de Développement Communautaire
SAR	: Société africaine de raffinage
SENELEC	: Société nationale d'électricité du Sénégal
SGO	: Sabodala Gold Opération
SRMT	: Stratégie de Recouvrement des recettes à moyen terme
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
TER	: Train express régional

RÉSUMÉ

L'activité économique mondiale devrait continuer sa tendance baissière en 2023-2024 au regard de la poursuite des mesures de durcissement des conditions de financement et de la persistance de l'inflation à l'échelle mondiale. Il est attendu une décélération de l'activité économique dans les pays avancés qui devrait se poursuivre en 2023 et en 2024 avec des taux de croissance respectifs de 1,5% et 1,4%. Dans les pays émergents et en développement, la croissance serait tirée essentiellement par la reprise de l'activité en Chine, et en Inde dont les taux de croissance sont projetés en 2023 à 5,0% et 6,3% et en 2024 à 4,2% et 6,3%, respectivement. Enfin, en Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance en 2023 devraient décélérer à 3,3% avant de se redynamiser en 2024 à 4,0%. Globalement, d'après la publication du FMI du mois d'octobre 2023¹, la croissance économique mondiale est attendue à 3,0% en 2023 et à 2,9% en 2024.

En 2023, **l'activité économique interne** a été marquée par des tensions géopolitiques, notamment, la crise entre la Russie et l'Ukraine et les conditions sécuritaires qui sévissent dans la sous-région. Elle a été aussi affectée par les tensions sociales qui ont poussé les autorités à prendre des mesures restrictives qui se sont traduites par un ralentissement des services. Globalement, l'activité économique est attendue en hausse de 4,1% en 2023 contre 4,2% en 2022, suite à la décélération des services (+3,9%). Les secteurs primaire et secondaire enregistreraient des taux de croissance respectifs de 5,7% et 2,8%.

Concernant les prix, **l'inflation** mesurée par le déflateur du PIB ressortirait à 5,5% contre 8,4% un an plus tôt, en liaison essentiellement avec les secteurs primaire (+10,3%). Cette hausse reflète le renchérissement des intrants de production et est confortée par l'inflation. En effet, sur les neuf (09) premiers mois de 2023, l'inflation mesurée par l'Indice national harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC) est ressortie à 8,6% en liaison avec les prix des « produits alimentaires » (+9,6%).

S'agissant de la gestion budgétaire, elle serait marquée par la poursuite de la relance économique, avec le renforcement des investissements dans le sous-secteur agricole et des infrastructures. La mobilisation des ressources estimée en hausse de 14,7% serait tirée notamment par les impôts directs tandis que les dépenses devraient globalement s'accroître de 7,6%. Globalement, le **déficit budgétaire**, dons compris, est projeté à 919,7 milliards, soit 4,8% du PIB à fin 2023.

Pour ce qui est des échanges avec le reste du monde, ils devraient se traduire par une atténuation du déficit du compte courant, passant de 3441,8 milliards (19,9% du PIB) en 2022 à 2855,8 milliards (15,1% du PIB) en 2023. Quant au compte financier, une baisse de l'excédent de 784,4 milliards serait notée. Par conséquent, le déficit du solde global de la balance des paiements passerait de 62,2 milliards à 155,5 milliards entre 2022 et 2023.

¹ Publication du FMI du mois d'octobre 2023 portant sur les perspectives mondiales.

Quant à la situation monétaire, elle devrait être marquée en 2023 par un repli des avoirs extérieurs nets (-155,5 milliards), une progression des créances intérieures (+1223,4 milliards) et une hausse de la masse monétaire (+11,9%).

L'activité économique au titre de 2024 devrait se consolider à la faveur des effets attendus de la production de pétrole et de gaz ainsi que des différentes mesures de soutien à l'économie nationale dans le cadre de la mise en œuvre des projets prioritaires structurants inscrits dans la troisième phase du Plan d'actions prioritaires. La poursuite de l'exécution de la seconde phase du compact MCA-Sénégal serait également d'un apport considérable dans le cadre de la relance de l'économie. Par ailleurs, l'économie nationale bénéficierait des retombées positives des projets structurants dans les services, notamment le déploiement de la 5G et la mise en exploitation du Bus rapide transit (BRT) et du tronçon du TER sur l'axe Diamniadio-AIBD. Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 9,2% en 2024 contre une prévision de 4,1% en 2023.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée en baisse et devrait s'établir à 4,1% en 2024 contre une prévision de 5,5% en 2023.

Au titre de l'année 2024, la mobilisation des ressources devrait bénéficier des retombées de la mise en œuvre de la SRMT engagée en 2022, visant à booster la capacité de mobilisation des ressources internes dans un contexte relativement difficile marqué par un niveau encore élevé des prix à la consommation. **La gestion budgétaire devrait ressortir avec un déficit projeté à 840,2 milliards, soit 3,9% du PIB en 2024.**

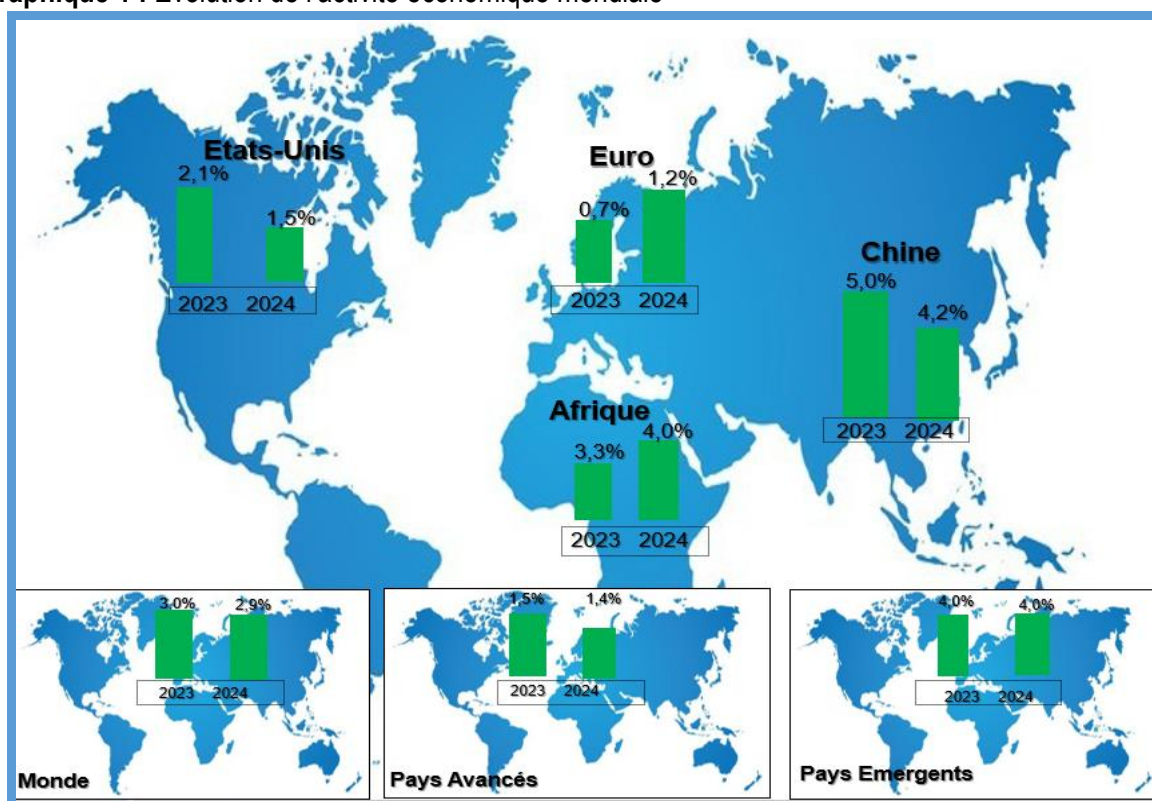
En 2024, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 2431,0 milliards en 2024 (11,3% du PIB). Cependant, le compte de capital se renforcerait de 23,6 milliards en s'établissant à 265,1 milliards en 2024. Par ailleurs, le solde du compte financier se replierait de 213,1 milliards. En définitive, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un excédent de 79,8 milliards en 2024.

La situation monétaire serait marquée, en 2024, par une hausse des avoirs extérieurs nets (+80,0 milliards), une progression des créances intérieures 13,9% (+1410,7 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+14,9%).

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'enlisement de la crise russo-ukrainienne en 2023 continue d'affecter les chaînes d'approvisionnement avec comme conséquence la persistance de l'inflation à l'échelle mondiale et la poursuite du durcissement des conditions de financement, notamment aux Etats-Unis et dans la zone Euro. Ainsi, l'activité économique mondiale a significativement ralenti en 2023. Cette situation est liée, entre autres, à la baisse du pouvoir d'achat des ménages induite par le resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis. Parallèlement, le reconfinement en Chine et l'aggravation de la crise immobilière ont pesé également sur la dynamique de l'économie mondiale. Globalement, la publication du FMI parue au mois d'octobre 2023 prévoit une croissance de l'activité économique mondiale de 3,0% en 2023 contre 3,5% en 2022, soit un repli de 0,5 point de pourcentage, imputable, notamment à la révision à la baisse de l'activité économique aux Etats-Unis, en Chine et en Europe.

Graphique 1 : Evolution de l'activité économique mondiale



Source : WEO-FMI, Octobre 2023

Les perspectives de l'économie mondiale en 2023-2024 sont moins reluisantes, au regard de la poursuite des mesures prises pour juguler l'inflation à l'échelle mondiale. Globalement, d'après la publication du FMI du mois d'octobre 2023, l'activité économique mondiale devrait poursuivre sa tendance baissière avec un taux de croissance projeté à 2,9% en 2024.

En effet, la décélération économique dans les pays avancés devrait se poursuivre en 2023 et en 2024 aux Etats-Unis avec un taux de croissance attendu respectivement à 2,1% et 1,5%. Cette situation s'explique notamment par la baisse de la consommation privée aux Etats-Unis, en liaison avec le repli du pouvoir d'achat des ménages et le resserrement des conditions de financement à travers le

relèvement du taux directeur de la FED. La zone Euro, pour sa part, devrait continuer de subir les contraintes liées aux sanctions infligées à la Russie et aux effets négatifs induits par la crise en Ukraine en plus des difficultés dans le secteur manufacturier en Allemagne. Toutefois, le regain dans le secteur touristique en Italie et en Espagne devrait soutenir l'activité dans cette zone. La croissance dans la zone Euro est projetée à 0,7% en 2023 et 1,2% en 2024. Par ailleurs, au Royaume-Uni, la croissance est attendue à 0,5% en 2023 et 0,6% en 2024, malgré la résilience du secteur financier.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance serait tirée essentiellement par la reprise de l'activité en Chine et en Inde dont les taux de croissance sont projetés à 5,0% et 6,3% en 2023 et à 4,2% et 6,3% en 2024, respectivement. Ce dynamisme de l'activité serait expliqué principalement par la relance de la consommation en Chine et la promotion de l'investissement privé en Inde.

En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance en 2023 devraient décliner à 3,3% avant de se redynamiser en 2024 à 4,0%. Cette orientation s'explique par les contraintes sécuritaires dans le secteur pétrolier au Nigéria où la croissance est attendue à 2,9% en 2023. S'agissant de l'Afrique du Sud, les difficultés liées aux coupures d'électricité devraient se traduire par un ralentissement de l'activité à 0,9% en 2023. Un relèvement de l'activité économique est attendu en 2024 au Nigéria et en Afrique du Sud avec des taux de croissance respectifs de 3,1% au Nigéria 1,8%.

Concernant le commerce international, il reste soumis à des contraintes majeures d'approvisionnement en liaison avec la crise russo-ukrainienne qui persiste. Globalement, le volume du commerce international devrait poursuivre son ralentissement en 2023 avec une hausse de 0,9% en liaison avec le tassement des échanges aussi bien dans les pays avancés que dans ceux émergents et en développement. En revanche, en 2024, le volume global des échanges devrait se relancer avec une hausse de 3,5%.

S'agissant de l'inflation mondiale, dans un contexte d'anticipation d'une politique monétaire moins accommodante, elle devrait rester élevée mais dans une moindre mesure avec un niveau attendu à 4,6% en 2023 et 3,0% en 2024 dans les pays avancés et à 8,5% en 2023 et 7,8% en 2024 dans les économies émergentes.

Pour ce qui est du cours du pétrole, il devrait décliner sur la période 2023-2024 pour s'établir à 80,49 dollars en 2023 et 79,92 dollars en 2024. Concernant les cours des autres matières premières (hors combustibles), ils devraient se replier respectivement de 6,3% et 2,7% en 2023 et en 2024. Quant aux marchés financiers mondiaux, la plupart des banques centrales misent sur la poursuite des politiques monétaires moins accommodantes pour atténuer le relèvement des prix. Le resserrement des conditions financières exercerait des pressions sur les positions budgétaires et extérieures des pays émergents et en développement et devrait entraîner un renforcement du rôle de soutien des institutions multilatérales dans les années à venir.

1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

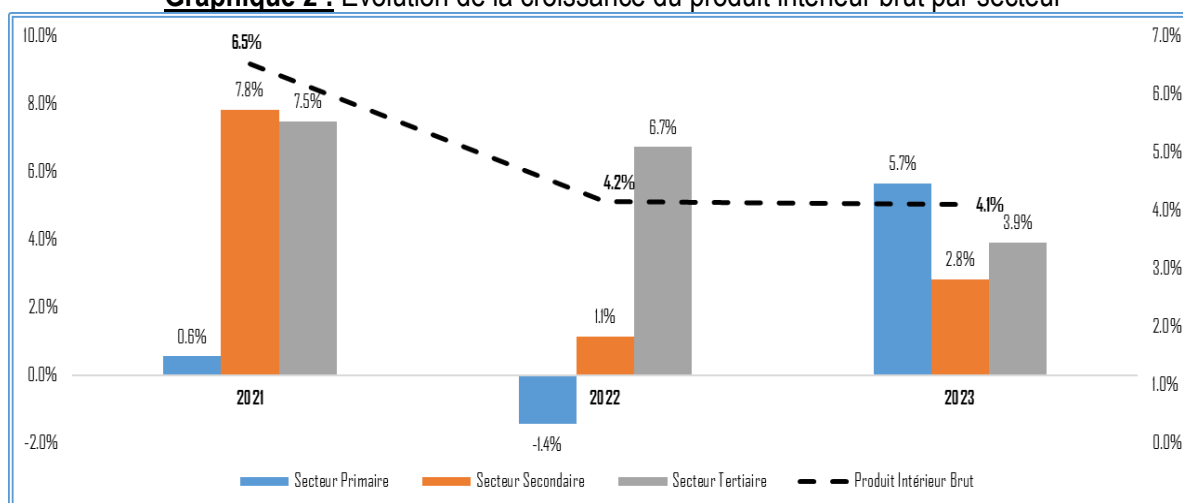
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2023

1.1.1 LES RESSOURCES DU PIB

Les prévisions de 2023 s'annoncent moins reluisantes au regard des incertitudes qui planent sur l'issue des tensions géopolitiques, notamment, la guerre russo-ukrainienne et des conditions sécuritaires dans la sous-région. L'activité économique interne a été aussi affectée par les tensions sociales qui ont poussé les autorités à prendre des mesures restrictives qui se sont traduites par un ralentissement des services. Par ailleurs, le report de la production de pétrole et de gaz a contribué à la révision à la baisse de la croissance de 2023 qui avait été prévue dans l'édition du mois d'avril de la Situation Economique et Financière du Sénégal (SEF). Toutefois, l'activité économique interne devrait rester dynamique à la faveur des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale ainsi que de l'exécution en cours du second compact MCA-Sénégal « Power to compact ».

Globalement, **l'activité économique est attendue en hausse** de 4,1% en 2023 contre 4,2% en 2022, suite à la décélération des services (+3,9%). Les secteurs primaire et secondaire enregistreraient des taux de croissance respectifs de 5,7% et 2,8%.

Graphique 2 : Evolution de la croissance du produit intérieur brut par secteur



Sources : DPEE/DGPPE, novembre 2023

Le **secteur primaire** devrait se relancer en 2023 à la faveur d'une bonne tenue du sous-secteur agricole qui a bénéficié d'une bonne pluviométrie et de différentes mesures de soutien des autorités pour renforcer la production agricole. Le secteur primaire tirerait également profit de la dynamique attendue des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche. Au total, l'activité dans le secteur primaire est prévue en hausse de 5,7% en 2023 contre un repli de 1,4% en 2022.

Le sous-secteur **agricole et des activités annexes** devrait connaître une reprise en 2023 au regard de la bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie. En effet, à fin septembre 2023 et par rapport à la normale², d'après les données de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM), des déficits ont été enregistrés dans les zones Est (-8,6%) et Sud (-1,1%)

² Moyenne sur la période 1991-2020

alors que les cumuls pluviométriques se sont accrus au Centre (+5,3%), au Nord (+23,6%) et à l'Ouest (+11,3%). En outre, les mesures prises par l'Etat du Sénégal, dans le cadre du programme agricole pour la souveraineté alimentaire durable (PASAD), devraient également soutenir la performance de ce sous-secteur. En effet, l'État a mis à la disposition des agriculteurs des intrants de qualité à travers le relèvement à 100 milliards de F CFA du budget alloué à la campagne agricole 2023/2024. Par ailleurs, la relance de l'horticulture ainsi que la mise en exploitation des domaines agricoles communautaires (DAC) devraient renforcer la production horticole. Globalement, la mise en œuvre adéquate des projets et programmes de l'agriculture se traduirait par un renforcement de la production céréalière de 15,5% en 2023, reflétant les fortes progressions attendues de la production de mil-sorgho (+22,8%), de maïs (+15,6%) ainsi que du riz paddy (+7,9%). Le sous-secteur agricole tirerait également profit de la performance de la production d'arachide qui est prévue en hausse de 7,1% ainsi que du dynamisme de la culture de coton en graine (+89,5%) et de niébé (+175,9%). Au total, l'activité du sous-secteur agricole devrait se relancer avec une hausse de 6,6% en 2023 après la contre-performance (-3,4%) enregistrée en 2022.

Les activités d'**élevage** devraient rester dynamiques en 2023 à la faveur des efforts substantiels des autorités dans le cadre du Plan national de Développement de l'Elevage (PNDE), cadre de référence pour assurer la relance durable des filières animales. En effet, dans sa stratégie d'intervention dans le secteur de l'élevage, l'Etat a mis l'accent sur trois volets à savoir : (i) le renforcement de la production animale, de la santé animale et de la santé publique vétérinaire ; (ii) la commercialisation des productions animales et (iii) la bonne gouvernance administrative du secteur animalier. Selon les prévisions du Ministère de l'Elevage et des Productions animales, la performance du sous-secteur de l'élevage serait soutenue par les hausses attendues dans la production d'ovins (+13,2%), de lait (+15%), de volailles familiales (+2,2%) et de poussins industriels (+5,2%). Par ailleurs, le sous-secteur se renforcerait aussi avec les efforts de l'État dans le cadre de la poursuite du Programme d'Appui à l'Autosuffisance en Moutons pour la tabaski (PRONAM), du programme de développement des cultures fourragères (PDCF), du projet d'appui au développement de la filière laitière (PRADELAIT). Globalement, l'activité du sous-secteur de l'élevage, est attendue en hausse de 4,1% en 2023 contre 5,0% un an plus tôt.

Malgré la raréfaction des ressources halieutiques, le sous-secteur de **la pêche et de l'aquaculture** devrait connaître une reprise de l'activité avec une hausse de 2,3% en 2023 contre un recul de 4,9% en 2022. La reprise attendue en 2023 est confortée par les résultats déjà enregistrés sur les neuf (09) premiers mois de 2023, marqués par un renforcement de l'activité de 3,0%, imputable à la pêche artisanale (+2,3%) ainsi que la pêche industrielle (+4,2%). En effet, le volet artisanal a bénéficié des conditions météorologiques beaucoup plus favorables qui se sont traduites par des efforts substantiels de pêche, notamment, nocturne.

La contribution du **secteur secondaire** à la croissance du PIB en 2023 ressortirait à 0,6 point de pourcentage contre 0,3 point en 2022. En effet, l'activité du secteur secondaire serait affectée par la difficulté dans les chaînes d'approvisionnement malgré la détente sur les cours des matières premières et des produits de base comparativement à l'année 2022. Ainsi, la croissance du secteur secondaire est projetée à 2,8% en 2023 contre 1,1% en 2022. Cette prévision à la hausse s'explique principalement par les expansions relevées dans les activités de raffinage, de la construction et de la fabrication des matériaux de construction, amoindries, cependant, par la contraction des activités extractives et le ralentissement attendu dans les industries agro-alimentaires.

Les **activités extractives** afficheraient un repli de 9,0% par rapport à l'année précédente, sous l'effet principalement de la baisse projetée de la production de l'or. En effet, celle-ci, avec un poids dans la branche d'environ 50%, devrait se replier en liaison avec le recul de la demande mondiale mais également de la baisse de la teneur en or des fosses exploitées. Sur les neuf (09) premiers mois de 2023, la production d'or a reculé de 15,4%, en phase avec les conditions défavorables sur la demande et la teneur des fosses exploitées (-23,6%). De même, sur la même période, les productions de sable minéralisé (zircon) ont reculé de 23,2%, confortant davantage la contreperformance du sous-secteur des activités extractives. Toutefois, la production de phosphate, en hausse de 4,0% en cumul à fin septembre, a contribué à atténuer cette baisse.

L'activité de **raffinage**, pour sa part, afficherait une hausse plus prononcée après un léger bond en 2022. A fin septembre 2023, il a été relevé une baisse des importations des « autres produits pétroliers » de 472,7 milliards de FCFA. Cette orientation est en phase avec la forte croissance de l'activité du raffinage qui est ressortie en hausse de 200,1% en cumul sur les neuf premiers mois de 2023, comparativement à la même période en 2022, due à un effet de base imputable à un long arrêt de la production au premier semestre de 2022. En conséquence, un relèvement de l'activité de raffinage de 80,8% est attendu en 2023.

S'agissant de la fabrication **des matériaux de construction**, l'activité est également projetée en hausse de 18,3% par rapport à l'année dernière, sous l'effet de la levée des restrictions des ventes vers le Mali, consécutives aux sanctions de la CEDEAO et de la baisse modérée des prix du ciment sur le marché intérieur. A fin septembre 2023, la production et les exportations totales de ciment ont progressé respectivement de 16,7% et de 57,1%. Par ailleurs, l'amélioration de la conjoncture internationale sur les matières premières a une conséquence positive sur l'approvisionnement de produits de base, en particulier, le clinker et la houille qui sont des produits intermédiaires utilisés dans le processus de fabrication de ciment pour certaines cimenteries du pays.

Dans le sous-secteur de la **construction**, l'activité devrait s'accélérer en ligne avec la relance escomptée au niveau des industries de fabrication de matériaux de construction sous l'effet la poursuite de l'exécution des grands travaux de l'État, notamment, le BRT, le programme de construction des

autoponts pour décongestionner le trafic dans les grandes artères, la poursuite des aménagements du pôle urbain de Diamniadio et le développement de celui de Lac Rose ainsi que les programmes d'habitat social. Sur les neuf (09) premiers mois de 2023, les ventes locales de ciment se sont consolidées de 8,7% en cumul. En somme, au terme de l'année 2023, l'activité de construction est estimée en hausse de 8,4% contre 2,2% un an plus tôt.

En outre, la fabrication de **produits agroalimentaires** est attendue en hausse de 0,3% contre une croissance de 1,0% en 2022, soit un ralentissement de 0,7 point de pourcentage. Cette situation traduit essentiellement les replis respectifs attendus dans les activités de transformation et de conservation de produits halieutiques (-4,3%) et celles des corps gras alimentaires (-39,5%). Pour ce qui est de la transformation et conservation des produits halieutiques, l'activité, sur les neuf (09) premiers mois de 2023, est ressortie en baisse de 9,7% malgré la bonne tenue de la pêche industrielle (+4,2%) sur la même période. S'agissant des corps gras alimentaires, l'activité a enregistré sur les neuf premiers mois de 2023 une baisse de 27,4% imputable au repli des productions d'huiles brutes d'arachide et de tourteaux, consécutif à la contraction de 65,1% du niveau de collecte de graines d'arachide (21.734 tonnes à fin juin 2023 contre 62.224 tonnes un an plus tôt). En revanche, cette orientation à la baisse des industries agroalimentaires serait atténuée, entre autres, par la bonne tenue attendue des activités du riz décortiqué et de farines (+4,5%), de la fabrication du sucre, chocolaterie et confiserie (+8,9%), de la fabrication de pains et pâtisserie (+4,2%) et de la fabrication de boissons (+5,9%).

Dans le sous-secteur de l'**électricité et du gaz**, l'activité s'est bien tenue sur les neuf (09) premiers mois de 2023 avec une consolidation de la production de l'électricité de 11,5% grâce à la vigueur de la demande locale. En outre, la consommation en basse tension s'est consolidée de 6,3%, à la faveur d'un renforcement de la demande des ménages sur la période. Les offres sur la « moyenne tension » et la « haute tension » se sont respectivement renforcées de 13,5% et de 46,6% sur la période en 2023, comparativement à 2022. Les exportations d'électricité ont fortement augmenté sur cette période, à la faveur de la demande de la Gambie. Au total, sur l'année 2023, la valeur ajoutée de la branche « électricité et gaz » devrait se reconforter de 9,5% contre 9,2% l'année précédente, en liaison avec l'élargissement de l'offre au niveau des producteurs indépendants et le renforcement de la couverture du territoire national par le réseau électrique.

Dans le secteur de **l'hydraulique et de l'assainissement**, l'activité ressortirait avec une hausse de 5,3% en 2023 contre 6,6% en 2022, à la faveur du renforcement de la production d'eau à travers la mise en service de l'usine de KMS3 et de la poursuite de l'exécution des projets inscrits dans le cadre du PUDC et du PEPAM, notamment, en termes d'installation et de réhabilitation de forages en milieu rural et urbain. Le volet assainissement connaîtrait également des avancées notoires, malgré les insuffisances relevées pour satisfaire la demande.

S'agissant du sous-secteur de la fabrication de **produits chimiques**, l'activité en cumul sur les neuf premiers mois de 2023 ressort en baisse de 4,4%, en liaison avec le repli de la production d'acide phosphorique (-2,9%) sur la période sous-revue. Globalement, sur l'année 2023, la branche de la fabrication de produits chimiques afficherait un repli de 2,4% contre une progression de 4,0% l'année précédente.

Le **secteur tertiaire** devrait décélérer en 2023, en liaison principalement avec le ralentissement dans les activités commerciales, les services d'hébergement et de restauration, l'information et la communication et les services financiers et d'assurance. Par ailleurs, les tensions sociales qui ont poussé les autorités à instaurer des mesures restrictives sur l'internet et le transport urbain et maritime ont affecté le commerce, les télécommunications et le transport sur les neuf premiers mois de 2023. Au total sur l'année, l'activité du secteur tertiaire progresserait de 3,9% en 2023 contre 6,7% en 2022, soit une contribution à la croissance du PIB estimée à 1,8 point de pourcentage.

Les **activités commerciales** devraient ressortir en 2023 avec une croissance de 2,1% contre une progression de 6,2% en 2022, soit un ralentissement de 4,1 points de pourcentage. Cette contre-performance du secteur est à mettre en liaison avec les effets conjugués d'une conjoncture internationale marquée par un ralentissement du commerce mondial de biens et des perturbations internes. Au plan intérieur, le commerce a singulièrement subi les contreperformances enregistrées dans la production agricole de 2022 dont l'essentiel est commercialisé en 2023. A cela, s'ajoutent les tensions sociales, notamment, celles du mois de juin 2023 qui ont installé une certaine méfiance des acteurs économiques ; ce qui s'est traduit par un ralentissement du chiffre d'affaires du commerce de gros (+5,9%) et de détails (+7,1%) à fin septembre 2023 contre respectivement 16,5% et 21,1% à la même période de 2022. Par ailleurs, l'inflation enregistrée sur les neuf premiers mois de 2023 a contribué à réduire le pouvoir d'achat des ménages au regard du prix des biens alimentaires qui représentent près 49,6% du panier des ménages.

Le sous-secteur des **transports** a bénéficié de la relance de l'activité du transport ferroviaire avec la mise en service du Train Express Régional (TER), qui entre dans sa deuxième année d'exploitation. En outre, l'entreposage et les services auxiliaires de transport ont également soutenu l'activité de transport, à la faveur des retombées positives suite aux efforts de l'Etat consentis depuis des années dans le processus de modernisation du Port autonome de Dakar (PAD) pour fluidifier le trafic. Par ailleurs, le secteur devrait profiter de la volonté des autorités sénégalaises pour réduire le déficit en infrastructures routières. A ce titre, plusieurs projets autoroutiers ont été achevés en plus de la mise en service de certains autoponts. Au total, la croissance de l'activité des transports est prévue à 7,9% en 2023 contre 8,0% en 2022.

Les services **d'hébergement et de restauration** devraient revenir à leur dynamisme d'avant Covid-19. Ainsi, après la forte hausse de 26,5% de l'activité des services d'hébergement et de

restauration enregistrée en 2022, le sous-secteur ressortirait en ralentissement en 2023 avec un taux de croissance attendu à 5,5%. Faut-il le rappeler, le secteur continue de tirer profit des ambitieux programmes initiés par les autorités dans le cadre du développement des infrastructures aéroportuaires et de soutien à l'activité touristique.

Les **services financiers et d'assurance** devraient se consolider en 2023, malgré la poursuite du durcissement des conditions de financement des économies aussi bien au plan national qu'international. De plus, avec le retour progressif de l'État sur le marché financier intérieur, de bonnes perspectives sont attendues au niveau du marché bancaire. Ainsi, le sous-secteur ressortirait en hausse de 9,2% en 2023 contre 10,4% en 2022. Cette tendance est en ligne avec l'évolution, en glissement, des crédits à l'économie qui est ressortie en hausse de 9,7% à fin septembre 2023 comparativement à la même période en 2022.

Les **activités immobilières**, pour leur part, resteraient dynamiques avec une progression estimée à 4,3% en 2023 contre 4,5% un an plus tôt. Ce résultat reflète la poursuite des programmes de l'Etat en cours d'exécution mais aussi le renforcement de la demande des ménages.

Les services **d'information et de communication** affichent une croissance attendue en 2023 de 5,9% contre 8,1% enregistrée en 2022. Ce ralentissement serait, entre autres, lié aux différentes mesures de restrictions de l'internet, suite aux tensions sociales de juin en 2023. Toutefois, le sous-secteur continue de bénéficier de la bonne tenue de la téléphonie mobile. En effet, sur le premier semestre 2023, le volume des communications a progressé de 6,4% tandis que le parc d'internet mobile, pour sa part, a affiché une hausse de 2,4%. De plus, le renforcement de l'utilisation de l'internet à travers la consolidation de la couverture nationale en 4G et de la fibre optique devrait davantage booster l'activité du sous-secteur des télécommunications.

Par ailleurs, les services de soutien au bureau, les activités à caractère personnel et les activités de la santé et de l'action sociale devraient progresser respectivement de 5,7%, 13,2% et 5,8%, contribuant ainsi à maintenir le dynamisme du secteur tertiaire.

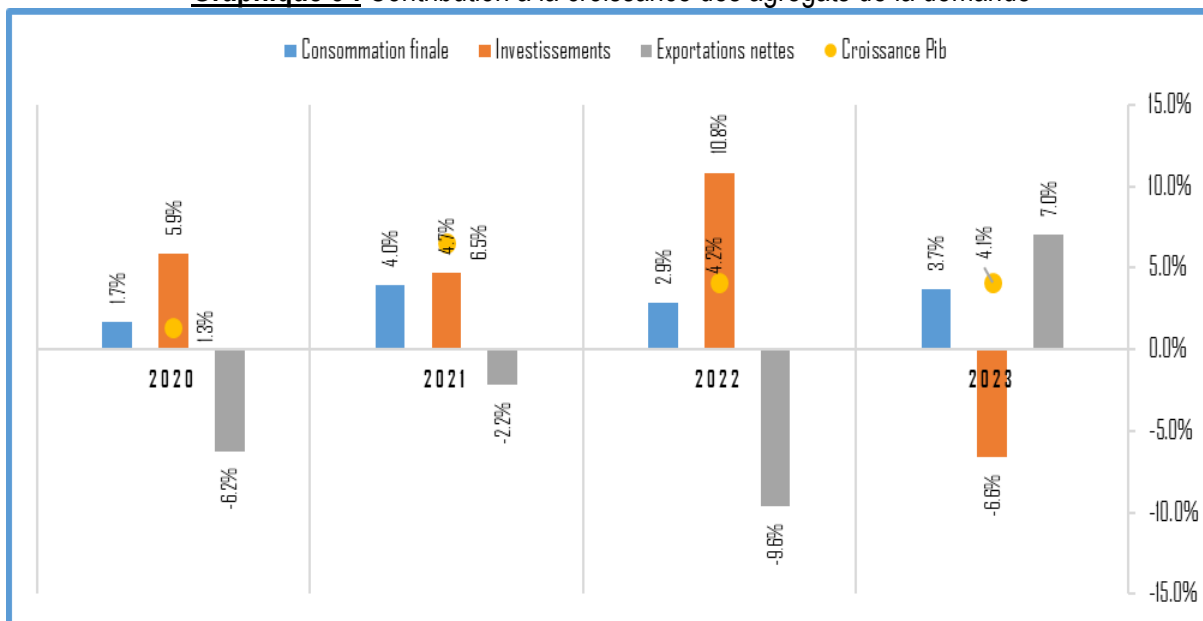
1.1.2 LES EMPLOIS DU PIB

Au titre de la demande en 2023, la **consommation finale** devrait se bonifier de 4,5% contre une hausse de 3,5% en 2022, malgré la conjoncture intérieure moins favorable doublée d'un contexte toujours marqué par la persistance de l'inflation. Cette situation est expliquée principalement par la progression de la composante privée qui attendue en hausse de 7,0%.

Pour ce qui est de la **Formation brute de capital fixe** (FBCF), elle s'inscrirait en ralentissement à 1,7% en 2023 contre 7,2% en 2022, en liaison avec la FBCF publique qui devrait s'inscrire en retrait de 0,8% en 2023, consécutif à la baisse de 9,7% un an plus tôt. La composante privée, pour sa part, afficherait une hausse de 2,2% en 2023. Globalement, le taux d'investissement mesuré par la FBCF s'établirait à 34,9% en 2023 contre 35,9% un an auparavant.

Au total, en termes réels, la **demande intérieure** progresserait de 3,7% en 2023 contre 4,6% en 2022. Du côté de la demande extérieure **les importations et les exportations** de biens et services sont projetées respectivement en baisse de 13,3% et 3,4% en 2023. Les importations seraient contraintes par le renchérissement des produits de base et les difficultés sur les chaînes d’approvisionnement. Quant au repli des exportations, il serait expliqué par la baisse attendue des ventes à l’extérieur de l’or, des produits pétroliers, de l’acide phosphorique, du zircon et du titane.

Graphique 3 : Contribution à la croissance des agrégats de la demande



Source : DPEE/DGPPE, novembre 2023

1.1.3 L'INFLATION

Concernant **les prix**, l’inflation mesurée par le déflateur du PIB ressortirait à 5,5% contre 8,4% un an plus tôt, en liaison essentiellement avec les secteurs primaire (+12,5%) et tertiaire (+4,2%). Cette hausse reflète le renchérissement des intrants de la production et est confortée par l’inflation. En effet, sur les neuf (09) premiers mois de 2023, l’inflation, mesurée par l’indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) est ressortie à 7,6% contre 8,5% à la même période de 2022, en liaison avec la fonction « produits alimentaires » (+9,6%).

1.1.4 LA COMPÉTITIVITÉ

En moyenne sur les neuf premiers mois de l’année 2023, il est observé des pertes de compétitivités-prix estimées à 6,1%, comparativement à la même période de l’année précédente, en liaison avec le différentiel d’inflation défavorable (+0,4%) et l’appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires commerciaux (+5,7%). Sur la période sous-revue, des pertes de compétitivité ont été plus prononcées vis-à-vis de nos partenaires asiatiques (+11,9%).

Encadre 1 : Le changement climatique et ses effets sur l'économie nationale

Le phénomène du changement climatique est devenu un challenge pour toutes les économies du monde, notamment, pour les pays à faible revenu. En effet, la hausse de la température, du niveau de la mer et la récurrence des inondations ne sont plus devenus des risques mais des certitudes auxquelles les pays font face. Les risques de catastrophes naturelles et leur degré d'occurrence sont également devenus de plus en plus élevés. Ces changements climatiques auront des conséquences néfastes sur les économies du monde, à long terme, sur le capital humain, la productivité, la balance des paiements, les investissements ainsi que la stabilité financière. La hausse des températures, causée sans nul doute par la prolifération des gaz à effet de serre du fait de l'œuvre humaine, a des impacts négatifs sur la production agricole et favorise l'inflation avec un degré de volatilité des prix très élevé.

Au plan intérieur, la position géographique du Sénégal lui procure beaucoup d'avantages géostratégiques. Toutefois, elle expose le pays à des risques majeurs. En effet, le pays dispose de 700 kilomètres de côtes et fait face à des défis liés à la hausse du niveau de la mer. Le niveau de la mer a augmenté de 0,2 mètre entre 1901 et 2018, et cette progression a tendance à s'accélérer. L'érosion côtière a touché près de 56,0% des côtes sénégalaises qui s'est traduite par des déplacements de populations (Banque mondiale³, 2019). Par ailleurs, plusieurs sites balnéaires ont été affectés et le secteur touristique a connu des difficultés majeures liées, notamment, à la détérioration des sites touristiques (MTTA, 2022). En outre, le Sénégal est un pays sahélien qui comptait 9,3 millions d'hectares de forêt, toutefois, le pays fait face au phénomène de la déforestation très avancée et près de 34,0% des terres cultivables sont menacées par ce phénomène (FAO⁴-2019). De plus, les inondations restent la principale catastrophe naturelle à laquelle le Sénégal fait face depuis les années 1980 avec un degré d'occurrence très élevé, soit une fois tous les deux ans. Ces inondations affectent les populations rurales mais, de par sa densité, plus les habitants de la région de Dakar (77277 hab./km², ANSD-2023). Ces catastrophes ont fait plusieurs victimes et détruit des infrastructures, notamment, des routes, des hôpitaux, des canalisations d'eau, des écoles et des maisons. Selon les estimations de la Banque mondiale, 360.000 personnes sont affectées et les pertes sont estimées 51 mds de FCFA. Toutefois, le gouvernement avait mis en place le Plan décennal de lutte contre les inondations (2012-2022) dont le budget est estimé à plus de 766 milliards FCFA, soit près de 9,0% du PIB, ce qui a permis de réduire les impacts de celles-ci dans plusieurs localités.

1.2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 2024

1.2.1. LES RESSOURCES DU PIB

L'année 2024 devrait inscrire le Sénégal dans une nouvelle ère avec les premières productions de pétrole et de gaz. L'activité économique au titre de 2024 devrait se consolider à la faveur des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale dans le cadre de la mise en œuvre des projets prioritaires structurants inscrits dans la troisième phase du Plan d'actions prioritaires du PSE. La poursuite de l'exécution du second compact MCA-Sénégal « Power to compact » serait également d'un apport considérable dans le cadre de la relance de l'économie. Par ailleurs, l'économie nationale bénéficierait des retombées positives des projets structurants dans les services, notamment, le déploiement de la 5G et la mise en exploitation du Bus rapide transit (BRT) et du tronçon du TER sur l'axe Diamniadio-AIBD.

Globalement, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 9,2% en 2024 contre une prévision de 4,1% en 2023. Cette croissance serait largement tirée par le secondaire (+20,6%) et, dans une moindre mesure, par les secteurs primaire (+4,8%) et tertiaire (+6,0%).

L'activité économique dans le **secteur primaire** devrait augmenter de 4,8% en 2024 contre 5,7% en 2023, tirée essentiellement par les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et, dans une

³ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/822421552504665834/pdf/The-Cost-of-Coastal-Zone-Degradation-in-West-Africa-Benin-Cote-d'Ivoire-Senegal-and-Togo.pdf>

⁴ <https://www.fao.org/countryprofiles/index/en/?lang=fr&iso3=SEN&subj=5>

moindre mesure, de la pêche. Le secteur primaire, avec un poids dans le PIB projeté à 17,1%, devrait contribuer à hauteur de 0,7 point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2024.

Le sous-secteur **agricole et des activités annexes**, bénéficierait des efforts soutenus de l'Etat pour consolider les acquis relatifs à l'intensification des productions céréalières et vivrières, au renforcement de la productivité des cultures industrielles et horticoles et à la promotion d'un système pertinent de valorisation des productions agricoles. Par ailleurs, dans le cadre du Programme agricole pour la souveraineté alimentaire durable (PASAD), l'Etat du Sénégal prévoit des mesures relatives, notamment : (i) à l'augmentation de la production et de la productivité alimentaire ; (ii) à la diversification des spéculations et des systèmes de production agricole ; (iii) au renforcement des services agricoles et (iv) à l'amélioration de la gouvernance du secteur agricole. Dans un contexte de mise en œuvre effective du PASAD et d'atteinte des objectifs y relatifs, le renforcement de la maîtrise de l'eau à travers, entre autres, les aménagements hydroagricoles dans le Delta du fleuve Sénégal et la vallée de l'Anambé, constituerait un atout majeur pour le renforcement de la production de riz et des produits horticoles. En outre, en perspective de l'exploitation des Agropoles sud et du centre, l'agriculture devrait jouer pleinement son rôle de fournisseur d'intrants à certaines industries alimentaires. A cet effet, les objectifs du PASAD devraient nécessairement conduire au développement d'une agriculture résiliente, abondante et capable de résister face aux aléas climatiques et de réduire les inégalités. Au total, la croissance de l'agriculture et des activités annexes est projetée à 4,6% en 2024 contre 6,6% en 2023.

La croissance économique du sous-secteur de **l'élevage** est projetée en hausse de 6,1% en 2024 contre 4,1% un an plus tôt sous l'hypothèse d'une mise en œuvre correcte des différents projets et programmes suivants : (i) le projet d'Appui au développement de la filière lait ; (ii) le programme d'autosuffisance en mouton ; (iii) le projet de développement de la culture fourragère ; (iv) le programme de renforcement de la protection zoo sanitaire ; (v) le projet régional d'appui au développement du pastoralisme au sahel et (vi) le programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage. Tous ces projets et programmes bénéficieront d'un environnement propice encadré, en particulier par le Code de la santé animale et de la santé publique vétérinaire ainsi que la fiscalité liée au lait local.

S'agissant du sous-secteur de **la pêche**, malgré les difficultés observées ces dernières années, il devrait progresser de 2,8% en 2024 contre 2,3% en 2023. La dynamique de croissance reposerait sur les efforts de relance des activités de production, de transformation, de mareyage et d'exportation des produits de la pêche et de l'aquaculture. Par ailleurs, le secteur de la pêche bénéficierait des projets et programmes dans les domaines de l'aquaculture, de l'économie maritime et de la gouvernance en rapport, notamment, avec : (i) le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (ii) l'amélioration des services de transport, de la formation maritime et du renforcement de la plate-forme portuaire ; avec des infrastructures et des équipements adaptés ; (iii) l'intégration des principes de

gestion durable et (iv) le financement durable des investissements de soutien à la production et à la promotion des produits des pêches.

Après deux années de ralentissement, le **secteur secondaire** serait plus vigoureux en 2024, en liaison essentiellement avec la contribution exceptionnelle attendue de l'exploitation du pétrole et du gaz, conjuguée à la poursuite de la tendance positive des autres activités du secteur. En effet, le secteur secondaire connaîtrait un bond de 20,6% en 2024 contre une hausse de 2,8% en 2023, soit une progression jamais atteinte par le passé. Ce dynamisme serait favorisé, entre autres, par la poursuite de la mise en œuvre des projets structurants du Plan Sénégal émergent inscrits dans le PAP-3. Par ailleurs, les chaînes d'approvisionnement devraient s'améliorer et la détente attendue sur les cours des matières premières contribuerait à réduire les pressions inflationnistes. L'essentiel des sous-branches du secteur devrait enregistrer des accroissements relativement satisfaisants. La branche « pétrole et gaz » afficherait une contribution de 8,9% à la valeur ajoutée du secteur secondaire et de 2,3% au PIB. Globalement, le secteur secondaire contribuerait à hauteur de 4,5 points à la croissance du PIB réel projeté en 2024.

Les **activités extractives**, hormis l'exploitation des ressources d'hydrocarbures, bénéficieraient du cadre de développement du hub minier régional du Sénégal avec l'amélioration du cadre réglementaire devant faciliter la mise en œuvre de la stratégie de relance du sous-secteur articulée autour de l'accélération, entre autres, de l'exploitation aurifère, du zircon et des phosphates, en sus de la relance du projet intégré des mines de fer de la Falémé dont les négociations sont en cours avec de potentiels partenaires. A cet effet, l'exploitation de l'or se renforcerait à la faveur de l'augmentation des réserves de *Sabodala Gold Operation* (SGO), de l'entrée en production de Sored Mines et de la mise en œuvre du projet d'encadrement et de promotion de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Par ailleurs, l'aboutissement des négociations pour le démarrage effectif de l'exploitation du gisement de zircon de Niafarang d'une capacité de production annuelle de 54 000 tonnes de minéraux lourds renforcerait davantage les activités extractives. Le développement de la filière phosphate /fertilisant reste aussi un enjeu majeur des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) pour améliorer l'offre aussi bien sur le marché local avec le développement du PASAD que sur le marché international avec les prévisions de prix qui demeurent favorables. En somme, les activités extractives hors ressources d'hydrocarbures sont projetées en hausse de 6,4%. En outre, l'exploitation des ressources d'hydrocarbures, dont les démarrages effectifs des projets de GTA et de Sangomar sont attendus au courant de l'année 2024, devrait booster de manière considérable la valeur ajoutée du secteur secondaire. En effet, il est attendu, en 2024, une production de 12,7 millions de barils de pétrole brut et 14,2 Tbtu de gaz naturel liquéfié (GNL).

Globalement, les activités extractives sont projetées en hausse de 169,6% au titre de l'année 2024 contre un repli de 9,0% prévu en 2022.

La forte croissance des activités du secteur secondaire serait également soutenue par la reprise projetée dans les sous-secteurs du raffinage et de la fabrication de matériaux de construction. En effet, **l'activité de raffinage** profiterait de la baisse attendue des cours du baril de 6,2% en 2024, en sus du redimensionnement de la Société africaine de raffinage (SAR) pour le traitement du pétrole brut de Sangomar et de l'augmentation des capacités de production de la société pour mieux répondre à la demande de carburant. Le sous-secteur est projeté en hausse de 9,4% après une hausse de 80,8% prévue en 2023. Le sous-secteur devrait se consolider avec la maturité des projets de structuration de la SAR pour une meilleure exploitation du pétrole brut de Sangomar.

Quant à la reprise de la **fabrication des matériaux de construction**, elle est projetée à 6,4%, à la faveur des baisses attendues sur les cours des matières premières et de l'augmentation de la demande en liaison avec la reprise globale de l'économie et la finalisation de projets structurants du PAP 2A, notamment, le BRT, le renforcement du programme Promo-villes et l'avancement des travaux des 100 000 logements.

Outre ces projets structurants et leur impact sur l'activité de **construction**, les BTP seraient également marqués par la poursuite des aménagements du pôle urbain de Diamniadio et de Daga Kholpa. A cela s'ajoute, dans le domaine privé, l'impact de l'investissement des ménages dans les travaux de construction de logement, suite notamment à la bonne campagne agricole. En somme, le sous-secteur devrait s'accroître de 6,5% en 2024 contre une hausse de 8,4% en 2023.

Dans le sous-secteur de **l'électricité**, la réhabilitation des capacités de production de SENELEC se poursuivrait ainsi que l'élargissement du réseau de production et de distribution d'électricité, en particulier dans le monde rural. Le sous-secteur bénéficierait, par ailleurs, des avancées dans le domaine des énergies renouvelables ainsi que de l'amélioration de la qualité de service avec le renforcement des capacités de production par les producteurs indépendants. La demande relative à la haute tension sera davantage soutenue par le TER suite aux extensions prévues entre Diamniadio et AIBD. Ainsi, le sous-secteur « électricité et gaz » devrait rester vigoureux avec une hausse de 11,2% en 2024.

Dans le domaine de la fabrication de **produits chimiques de base**, l'activité se maintiendrait dans une dynamique de progression favorable, en tirant profit du PASAD pour renforcer sa production d'engrais, d'une part, mais aussi en rehaussant les exportations d'acide phosphorique dont la demande mondiale reste favorable, d'autre part. La branche profiterait davantage des prévisions favorables de la production de phosphate dont les marges sur le potentiel de production restent importantes. En outre, la mise en œuvre du projet Kébémér avec « *African Investment Group* » (AFRIG) pour un supplément de production de 200 000 tonnes d'acide phosphorique serait d'un apport considérable. Au total, la valeur ajoutée de la « fabrication de produits chimiques de base » connaîtrait une hausse de 7,2% en 2024, suite au recul de 2,4% attendu en 2023.

S'agissant de la **fabrication de produits agroalimentaires** en 2024, elle devrait être plus vigoureuse que l'année précédente, en profitant du dynamisme de la production agricole et du sous-secteur de l'élevage. La reprise attendue serait portée par la transformation et la conservation de viande mais également la production de corps gras alimentaires ainsi que la transformation des céréales. En effet, l'activité d'abattage et de transformation de viande est projetée à 1,8% en 2024 contre 1,2% prévu en 2023. La fabrication de corps gras alimentaire, pour sa part, se conforterait de 8,6% en 2024 après la baisse de 39,5% estimée en 2023, sous l'hypothèse d'une bonne collecte de graines d'arachide par les huiliers. La fabrication de produits alimentaires à base de céréales devrait également se réconforter de 5,4% en 2024 contre 3,8% en 2023, sous l'effet d'une bonne campagne agricole et d'une détente des chaînes d'approvisionnement qui améliorerait les importations de produits de consommation intermédiaire de base. En somme, l'activité de fabrication de produits agroalimentaires ressortirait en hausse de 5,5% en 2024 contre une légère hausse de 0,3% en 2023.

Le **secteur tertiaire** se renforcerait suite à la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire. Il bénéficierait, également, de la relance du commerce et d'une conjoncture internationale beaucoup plus favorable. Il bénéficierait aussi de la mise en œuvre de la troisième phase du Plan d'actions prioritaires (PAP-3) ainsi que des effets indirects de la production de pétrole et de gaz dans les services, en particulier dans les sous-secteurs du commerce, du transport, des services d'hébergement et de restauration et des services financiers. En somme, le secteur tertiaire progresserait de 5,9% en 2024 contre 3,9% en 2023. Toutes les branches d'activités contribueraient au renforcement du dynamisme attendu dans le secteur.

Les **activités commerciales** devraient se revigorer en 2024 de 6,1% contre un ralentissement de 2,1% en 2023. En effet, l'économie nationale devrait tirer profit de la relance du commerce international et d'une détente des cours internationaux. Ensuite, l'activité commerciale devrait se bonifier en relation avec les bonnes prévisions de la campagne agricole 2023/2024 mais aussi devrait tirer profit de la commercialisation du pétrole et du gaz attendue en 2023.

Le sous-secteur des **transports** devrait profiter de la reprise, notamment, de l'industrie et du commerce mais aussi de l'exploitation commerciale du Bus rapide transit (BRT) et de la mise en service du TER sur l'axe Diamniadio - AIBD. Le sous-secteur tirerait également profit des efforts des autorités sénégalaises visant à réduire le déficit en infrastructures routières et à réhabiliter les routes défectueuses. Parallèlement, le renforcement des dessertes d'Air Sénégal SA et la réhabilitation et la mise à niveau des aéroports régionaux consolideraient l'activité du transport. Au total, la croissance du sous-secteur des transports est projetée à 6,8% en 2024 contre 7,9% en 2023.

Les services **d'hébergement et de restauration** devraient poursuivre leur tendance haussière en 2024. En effet, le sous-secteur bénéficierait de la continuité de l'appui de l'État visant à rendre le tourisme plus attractif pour les sénégalais. Le sous-secteur profiterait également d'un environnement

intérieur beaucoup plus favorable. Au total, la croissance du sous-secteur est projetée en hausse de 6,7% en 2024 contre 5,5% en 2023.

A la faveur des facilités issues des différentes mesures de soutien des autorités, les **services financiers et d'assurance** devraient se revigorer en 2023. Ils tireraient également profit du dynamisme de l'économie afin de répondre à la demande dont celle en produits d'assurance, notamment, dans le secteur pétrolier et gazier mais aussi avec le développement du transport. Ainsi, le sous-secteur ressortirait en hausse de 9,4% en 2024 contre 9,2% en 2023, à la faveur notamment d'une progression attendue de 14,6% des crédits à l'économie, selon les prévisions de la BCEAO.

Les **activités immobilières** devraient être portées, entre autres, par la poursuite du projet des logements sociaux de l'Etat, notamment, celui des 100.000 logements ainsi que les programmes en cours d'exécution à la périphérie de Dakar, en l'occurrence dans les zones urbaines de Diamniadio, de Thiès et du Lac Rose. Globalement, ce sous-secteur est projeté en hausse de 5,7% en 2024 contre une progression de 4,3% en 2023.

Les services **d'information et de communication** se bonifieraient en 2024 comparativement à 2023. Cette situation serait consécutive au déploiement de la fibre optique qui devrait renforcer l'accès à l'internet. Par ailleurs, le sous-secteur bénéficierait de la mise en service de la 5G dont le lancement est prévu en fin d'année 2023 ainsi que du projet d'adressage postal et numérique qui a démarré à Dakar, choisie comme ville pilote. Ce projet va révolutionner, entre autres, le commerce électronique et les services digitaux pour faciliter le transport, les livraisons à domicile et les services d'urgence sanitaire. La plateforme numérique est en cours de conception et la base de données des adresses physiques, est en cours de mise à jour. Aussi, le roaming national permettrait-il de doter les populations, quel que soit leur position géographique, d'un réseau de communication performant sur toute l'étendue du territoire national. Globalement, l'activité du sous-secteur est projetée en hausse de 7,4% en 2024 contre 5,9% en 2023.

Le secteur tertiaire bénéficierait également de la bonne tenue des services de soutien au bureau, des activités à caractère personnel et des activités de la santé et de l'action sociale qui progresseraient respectivement de 5,9%, 4,6% et 4,9% en 2024.

Encadre 2 : Point sur l'effet des périodes électorales sur l'économie

Le Sénégal vit pleinement sa période pré-électorale marquée, par quelques soubresauts suivis d'un sentiment d'accalmie précaire. Les périodes électorales sont des moments de forte incertitude pour l'économie. Les agents économiques (ménages, entreprises, investisseurs) anticipent les changements possibles de politique économique selon les résultats du scrutin et adaptent leur comportement en conséquence. Par exemple, ils peuvent reporter leurs dépenses, leurs investissements ou leurs embauches, ou au contraire les accélérer, selon leur degré de confiance ou de méfiance envers les candidats. Les périodes électorales peuvent aussi impacter les marchés financiers, qui réagissent aux sondages, aux programmes et aux discours des candidats. Les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions et des obligations peuvent ainsi fluctuer en fonction des anticipations des investisseurs. Les périodes électorales peuvent donc avoir des effets positifs ou négatifs sur la croissance, l'emploi, l'inflation et la balance des paiements, selon le contexte économique et politique du pays concerné.

L'analyse de la situation économique du Sénégal aux périodes électorales (pré-électorales, électorales et post-électorales) depuis les années 80 montre qu'en général l'activité est relativement vigoureuse un an avant les échéances électorales, suivi d'un ralentissement à l'année des élections. L'année qui suit les élections a généralement été caractérisée par une reprise de l'activité économique. S'agissant des investissements, ils se sont généralement renforcés à la période pré-électorale (un an avant les élections) avant de marquer le pas à l'année électorale et pour rebondir par la suite à la période suivante. Dans le même sillage, les dépenses de consommation ont connu des évolutions à la hausse en période pré-électorale qui sont généralement suivies par des replis durant les deux années d'après. En effet, les hausses enregistrées dans les dépenses de consommation finale et les investissements à la période pré-électorale sont en liaison avec l'augmentation des dépenses publiques, notamment à travers des programmes sociaux et des projets d'infrastructure réalisés à cette période.

1.2.2. LES EMPLOIS DU PIB

Au titre de la demande en 2024, la **consommation finale** devrait se redynamiser à la faveur du bond de l'activité économique et s'établirait 10,7% en 2024 contre une hausse de de 4,5% en 2023. Au total, la consommation finale représenterait 81,4% du PIB contre 81,0%, un an auparavant, ce qui porterait le taux d'épargne intérieur à 18,6%, soit une détérioration de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2023.

L'investissement, mesuré par la **Formation brute de capital fixe (FBCF)**, s'améliorerait pour s'établir à 34,2% du PIB en 2024 contre 34,9% du PIB en 2023. Ainsi, la FBCF progresserait de 9,5% en 2024. Cette hausse serait essentiellement portée par sa composante privée qui profiterait de la réalisation des zones économiques spéciales, de l'amélioration de l'offre énergétique à travers la mise en œuvre du deuxième compact du programme MCC ainsi que de la mise en œuvre de la troisième phase du plan d'actions prioritaires (PAP-3).

Globalement, la **demande intérieure** se consoliderait, en termes réels, de 10,3% en 2024 contre 3,7% en 2023. Quant à la demande extérieure, **les importations et les exportations de biens et services** sont projetées respectivement en hausse de 0,1% et 10,1% en 2024.

1.2.3. L'INFLATION

Concernant **les prix**, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB ressortirait à 4,1% en 2024 contre 5,5% un an plus tôt, en liaison avec l'évolution des prix à la production dans le secteur primaire (+10,7%). En revanche, le ralentissement du déflateur du secondaire (+0,6% en 2024 contre +3,2% en 2023) serait expliqué principalement par le prix au producteur au niveau des activités extractives qui est attendu en baisse de 36,7% en 2024 contre une hausse de 10,2% en 2023. Quant au secteur tertiaire, le déflateur est projeté à 3,1% en 2024 contre 4,2% un an plus tôt.

2. LES FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGÉTAIRE EN 2023⁵

En 2023, la gestion budgétaire serait marquée par la poursuite de la relance économique, avec le renforcement des investissements dans le sous-secteur agricole et des infrastructures. La mobilisation des ressources estimée en hausse de 14,7% serait tirée notamment par les impôts directs tandis que les dépenses devraient globalement s'accroître de 7,6%. **Globalement, le déficit budgétaire, dons compris, est projeté à 919,7 milliards, soit 4,8% du PIB à fin 2023.**

2.1.1. LES RECETTES

Les ressources totales de l'État devraient passer de 3536,3 milliards en 2022 à 4019,4 milliards pour l'année 2023, soit une hausse de 483,1 milliards en valeur absolue et de 13,7% en valeur relative. Elles sont constituées de recettes budgétaires pour une valeur de 3740,4 milliards et de dons à hauteur de 279 milliards.

Les recettes budgétaires sont, pour l'essentiel, constituées de recettes fiscales pour 3595,1 milliards, le reste étant composé d'autres recettes pour 145,3 milliards. Les recettes fiscales sont attendues en hausse de 14,7%, sous l'impulsion des impôts indirects.

S'agissant des impôts indirects, les taxes sur biens et services intérieurs sont programmées à 1082,2 milliards, soit une hausse de 30,3% par rapport à 2022. Cette situation reflète la bonne dynamique attendue sur les recouvrements au titre de la TVA intérieure hors pétrole et des taxes sur la consommation. En effet, la TVA intérieure hors pétrole et la taxe spécifique hors pétrole devraient s'accroître respectivement de 61,0% et 21,1% pour se situer à 563,2 milliards et 102,5 milliards.

Au niveau du cordon douanier, les recettes sont projetées globalement à 1231,3 milliards en 2023 contre 1069,8 milliards en 2022, soit une hausse de 15,1%. Cette augmentation serait attribuable à une hausse de 18,6% des taxes prélevées sur les produits hors pétrole, prévues globalement à 870,3 milliards et réparties en TVA hors pétrole pour 500,2 milliards et en droit de porte hors pétrole pour 370,1 milliards.

Au titre des impôts directs, une hausse serait attendue, notamment, sur les recouvrements de « l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » (1048,0 milliards) qui devrait enregistrer un bond de 3,6%.

Au total, la pression fiscale au titre de l'année 2023, ressortirait à 19,0% du PIB contre 18,2% observée un an auparavant, soit un relèvement de 0,8 point de pourcentage.

⁵ LFI révisée

Les dons, pour leur part, sont prévus à 279 milliards, soit une hausse de 133,1 milliards attribuable principalement aux dons en capital qui devraient passer de 122,4 milliards en 2022 à environ 232,3 milliards en 2023, soit une progression de 89,7%.

2.1.2. LES DÉPENSES

Les dépenses publiques sont prévues à 4939,1 milliards à fin 2023 contre 4590,4 milliards enregistrés en 2022, soit un accroissement de 348,6 milliards (+7,6%). Cette évolution serait portée par la progression de l'investissement qui devrait s'accroître globalement de 244,7 milliards (+19,1%) pour s'établir à 1523,7 milliards à fin 2023. Cette évolution est tirée par les dépenses en capital sur ressources externes, projetées à 667,9 milliards avec une hausse de 24,3%. Quant aux investissements financés sur ressources internes, ils sont projetés à 855,8 milliards en 2023 contre 988,6 milliards un an auparavant, soit un repli de 13,4%. Le ratio «dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » resterait élevé et ressortirait ainsi à 24,5% en 2023.

S'agissant des dépenses courantes, elles passeraient globalement de 3311,4 milliards en 2022 à 3415,4 milliards en 2023, soit une hausse de 3,1%, traduisant les effets de l'augmentation de la masse salariale et des charges d'intérêts sur la dette publique. En effet, la masse salariale (hors prestations sociales) est estimée en hausse de 12,0% pour atteindre 1235 milliards en 2023. Cette évolution reflète la prise en compte des engagements de l'Etat en termes de revalorisation des salaires des agents du secteur public.

La progression des charges d'intérêts sur la dette serait attribuable à la hausse de 54,9 milliards des intérêts intérieurs et de 63,9 milliards des intérêts extérieurs projetés, respectivement, à 116,2 milliards et 386,7 milliards en 2023.

2.1.3. LE FINANCEMENT

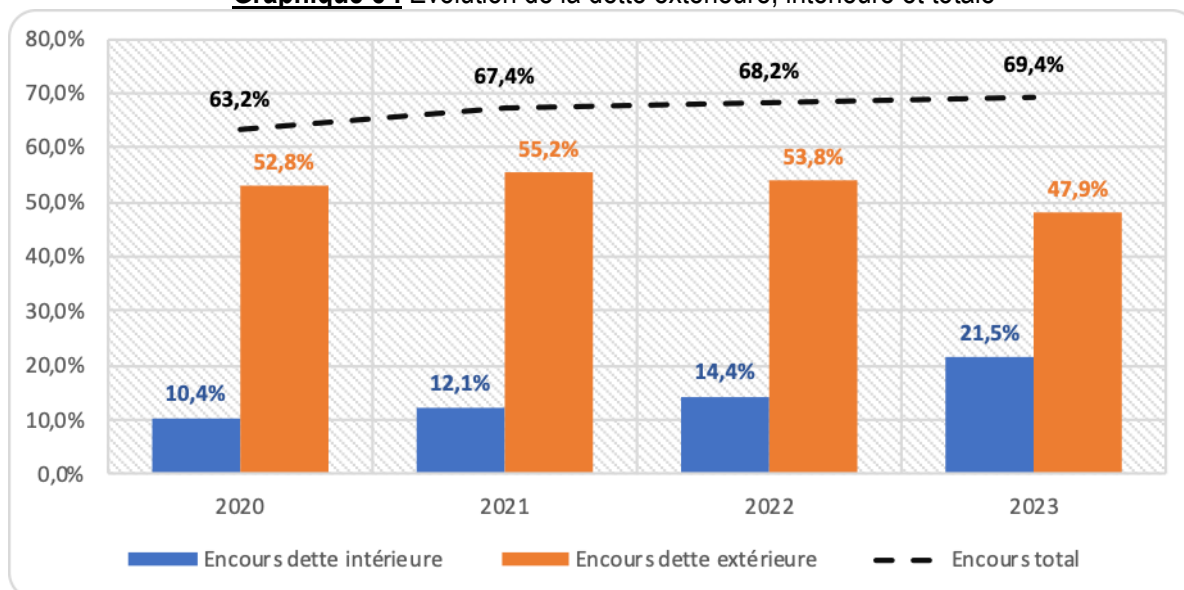
Le besoin de financement projeté à 919,7 milliards devrait être couvert par une accumulation de passifs. A ce titre, la partie extérieure devrait s'élever à 895,3 milliards avec des montants de prêts projets estimés à 435,6 milliards et des tirages de trésorerie à hauteur de 879,4 milliards.

2.1.4. LA DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique de l'Administration centrale est projeté à 13154,8 milliards en 2023 contre 11782,8 milliards un an auparavant, soit une progression de 11,6% sur la période. Il représenterait 69,4% du PIB en 2023, soit une hausse de 1,1 point de pourcentage comparativement à l'année précédente. Il demeure ainsi en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale. L'encours total est constitué de la dette extérieure et intérieure avec des poids respectifs de 69,0% et 31,0%. La composante intérieure devrait enregistrer une hausse de 63,5% tandis que celle extérieure afficherait un repli de 2,3%.

S'agissant du **service de la dette publique extérieure**, il est prévu à **1153,3 milliards en 2023**, il représenterait respectivement 30,8% des recettes budgétaires et 24,8% des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

Graphique 5 : Evolution de la dette extérieure, intérieure et totale



Source : DPEE/DGPPE, Octobre 2023

2.2. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES EN 2024

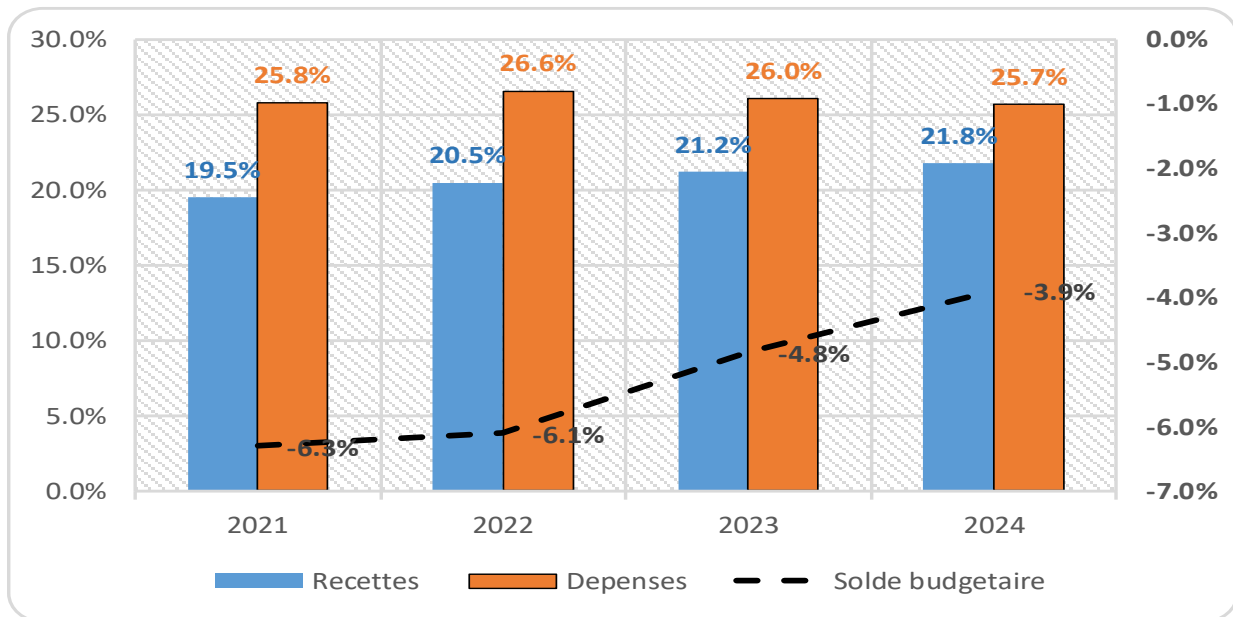
Les projections budgétaires au titre de l'année 2024 ont été élaborées dans un contexte caractérisé par la consolidation progressive de la relance économique entamée à travers les programmes de développement mis en œuvre dans le PAP-2A malgré un environnement international relativement défavorable, caractérisé, entre autres, par le durcissement des conditions de crédits sur les marchés financiers, le niveau encore élevé de l'inflation et les effets de la crise russo-ukrainienne.

Le budget arrêté par la loi de finances de 2024 a accordé une place prépondérante à la consolidation des acquis et à l'accélération des réformes et politiques publiques, notamment, à travers la contribution et la réalisation d'une économie plus résiliente et plus inclusive, la poursuite des efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques par la mobilisation accrues des recettes intérieures, la rationalisation des dépenses de subventions énergétiques et alimentaires ainsi que l'accroissement de l'efficacité des dépenses d'investissement.

Au plan budgétaire, la mobilisation des ressources pour l'année 2024 devrait bénéficier des retombées de la mise en œuvre de la SRMT engagée en 2022, visant à booster la capacité de mobilisation des ressources internes dans un contexte relativement difficile marqué par un niveau encore élevé des prix à la consommation.

La gestion budgétaire devrait ressortir avec un déficit budgétaire projeté à 840,2 milliards (3,9% du PIB en 2024) contre un déficit 919,7 milliards (4,8% du PIB en 2023).

Graphique 4 : Evolution des recettes, des dépenses et soldes budgétaires en % du PIB



Source : DPEE/DGPPE, Octobre 2023

2.2.1 LES RECETTES

Au titre de l'année 2024, les recettes globales sont projetées à 4693,7 milliards contre un montant de 4019,4 milliards attendus en 2023, soit un accroissement de 674,4 milliards en valeur absolue et de 16,8% en valeur relative. Elles sont constituées principalement de recettes budgétaires internes projetées à 4390,0 milliards et de dons à hauteur de 303,8 milliards. La hausse est tirée aussi bien par les recettes budgétaires que par les dons.

Les ressources budgétaires de 2024 sont attendues en hausse de 17,4% par rapport à 2023 ; elles sont composées de recettes fiscales pour 4180,0 milliards et des autres recettes à hauteur de 210,0 milliards. La progression serait tirée principalement par les recettes fiscales. Cette amélioration serait imputable à la bonne tenue des « impôts sur les revenus et les bénéfices et gains en capital », des « impôts sur le commerce extérieur » et des « impôts sur les biens et services » qui devraient se conforter respectivement de 27,1%, 13,4% et 9,0% pour s'établir à respectivement à 1332,4 milliards, 2017,0 milliards et 625,1 milliards. Le renforcement du recouvrement bénéficierait des effets de la mise en œuvre de la SRMT, la poursuite du déploiement du programme « Yaatal » au niveau des taxes indirectes ainsi que le renforcement de la gouvernance de la valeur et du contrôle au cordon douanier.

Globalement, la pression fiscale est projetée à 19,4% du PIB en 2024 contre 19,0% attendu au titre de l'année 2023, soit une amélioration de 0,4 point de pourcentage.

Concernant les dons, ils sont attendus à 303,8 milliards composées de dons budgétaires et de dons en capital pour des montants respectifs de 47,2 milliards de FCFA et 256,6 milliards de FCFA. Cette progression serait soutenue principalement par les dons en capital qui afficheraient une hausse de 10,5%.

2.2.2 LES DÉPENSES

S'agissant des dépenses publiques, elles sont projetées à 5533,9 milliards en 2024 contre 4939,1 milliards prévus pour l'année 2023, soit une progression absolue de 594,8 milliards et 12,0% en valeur relative. Elles sont constituées de charges pour 4611,7 milliards et d'acquisitions nettes d'actifs non financiers à hauteur de 922,2 milliards. L'évolution des dépenses est tirée essentiellement par les dépenses courantes. En effet, les dépenses de personnel hors prestations sociales et les charges d'intérêt sur la dette devraient ressortir à 1401,8 milliards et 578,3 milliards en 2023, soit des hausses respectives 13,5% et 15,0%. Quant aux dépenses d'investissement en 2024, programmées sous forme de dons en capital, ils devraient augmenter de 13,2% pour se situer à 922,2 milliards. Pour ce qui est des charges sous forme de dons courants qui regroupent les transferts et les subventions, elles devraient se situer à 789,5 milliards en 2024, en liaison notamment avec les efforts de rationalisation des subventions et des transferts notamment sur les coûts de l'énergie et pour contenir la flambée des prix sur les denrées de première nécessité.

Concernant les acquisitions nettes d'actifs non financiers qui regroupent les investissements exécutés par l'Etat (220,6 milliards) et ceux financés sur ressources extérieures (701,6 milliards), elles devraient enregistrer une hausse globale de 13,2% en s'établissant ainsi à 922,2 milliards. Cette augmentation est en liaison avec le rebond des investissements sur ressources internes ainsi que l'augmentation des prêts projets.

2.2.3 LE FINANCEMENT

Au total, en termes de financement, le déficit budgétaire projeté à 840,2 milliards, devrait être financé essentiellement par un surfinancement pour un montant de 154,2 milliards et une accumulation nette de passifs sous l'impulsion notamment des tirages sur les prêts et des titres publics émis sur le marché financier régional et international.

Ainsi, les tirages sur prêts programme et ceux sur prêts projets sont attendus respectivement à 300 milliards et 445,0 milliards en 2024. Quant au financement extérieur net sous forme de titres publics, il devrait ressortir à 448,0 milliards à fin 2024 tandis que le financement intérieur net sur les titres est escompté à hauteur de 250,2 milliards.

3. LA BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2023

En 2023, les transactions du Sénégal avec le reste du monde devraient se traduire par une atténuation du déficit du compte courant, passant de 3441,8 milliards (19,9% du PIB) en 2022 à 2855,8 milliards (15,1% du PIB) en 2023. Quant au compte financier, une baisse de l'excédent de 784,4 milliards serait notée. Par conséquent, le déficit global de la balance des paiements, passerait de 62,2 milliards à 155,5 milliards entre 2022 et 2023.

3.1.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte des transactions courantes se situerait à 2855,8 milliards (15,1% du PIB) en 2023 contre 3441,8 milliards (19,9% du PIB) en 2022. Cette situation reflèterait principalement l'amélioration du solde de la balance des biens (+310,0 milliards) imputable, essentiellement, à la baisse des exportations de biens (-50,7 milliards) moins prononcée que celle des importations de biens (-360,7 milliards). Par ailleurs, le solde du revenu primaire s'est également dégradé de 13,7 milliards tandis que la balance des services et celle du revenu secondaire devraient s'améliorer respectivement de 197,4 milliards et 91,9 milliards.

Le solde commercial devrait s'améliorer en liaison avec la baisse des importations de biens (-360,7 milliards) plus accentuée que celle des exportations de biens (-50,7 milliards). La diminution des exportations serait liée à celle des ventes de produits pétroliers (-141,1 milliards), d'acide phosphorique (-88,4 milliards), de titane (-24,1 milliards), de phosphates (-19,6 milliards), de zircon (-18,1 milliards) et d'or (-17,6 milliards). En revanche, cette baisse devrait être atténuée par la hausse des ventes à l'extérieur du ciment (+20,2 milliards), des produits divers (+133,6 milliards) ainsi que ceux halieutiques (+21,8 milliards), arachidiers (+34,7 milliards) et horticoles (+46,7 milliards). Du côté des importations, la baisse attendue serait imputable principalement à la diminution des achats de produits pétroliers (-458,8 milliards) et de produits alimentaires (-99,3 milliards). Pour ce qui est des biens d'équipements et de ceux intermédiaires, les achats à l'extérieurs devraient se renforcer respectivement de 94,3 milliards et 6,7 milliards.

Concernant la balance des services, le déficit devrait s'atténuer de 197,4 milliards, passant de 1575,1 milliards à 1377,7 milliards entre 2022 et 2023. Cette situation serait favorisée par la hausse des exportations de services (+40,5 milliards) couplée à la forte baisse des importations de services (-156,9 milliards). Les exportations de services se renforceraient notamment grâce au poste « voyage » (+10,8 milliards) et les importations de services devraient se replier avec le recul du poste « fret et assurances » (-45,8 milliards).

Pour ce qui est de la balance des revenus primaires, le déficit se détériorerait de 13,2 milliards en 2023 pour s'établir à 637,8 milliards, en lien notamment avec une augmentation des paiements des intérêts sur la dette publique extérieure prévue à 63,9 milliards.

Quant au solde du revenu secondaire, il ressortirait à 1756,8 milliards en 2023 contre 1664,9 milliards en 2022, soit une hausse de 91,9 milliards, favorisée par les envois de fonds des travailleurs à destination du Sénégal (+60,6 milliards).

3.1.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

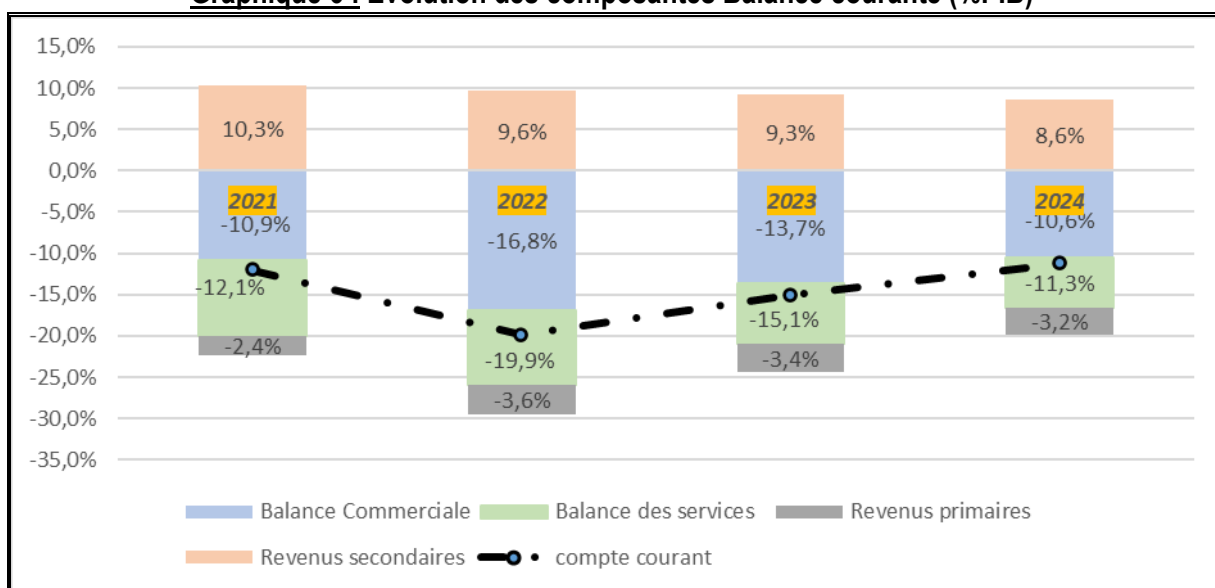
Le solde du compte de capital devrait s'établir, pour sa part, à 241,5 milliards en 2023 contre 136,1 en 2022, soit un excédent de 105,4 milliards, sous l'effet de la hausse des transferts de capitaux aux administrations publiques (+100,4 milliards).

Par ailleurs, le solde du compte financier devrait afficher un excédent de 2458,8 milliards en 2023, contre 3243,5 milliards un an auparavant, soit une baisse de 784,7 milliards, attribuable à la baisse des autres investissements (+1113,8 milliards).

3.2. PRÉVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2024

En 2024, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 2431,0 milliards en 2024 (11,3% du PIB) contre 2855,8 milliards en 2023 (15,1% du PIB). Cependant, le compte de capital se renforcerait de 23,6 milliards en s'établissant à 265,1 milliards en 2024. Par ailleurs, le solde du compte financier se replierait de 213,1 milliards. En définitive, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un excédent de 79,8 milliards en 2024.

Graphique 6 : Evolution des composantes Balance courante (%PIB)



Sources : DPEE/DGPPE-BCEAO, Octobre 2023

3.2.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte courant est projeté à 2431,0 milliards en 2024 contre 2855,8 milliards en 2023, soit une atténuation de 424,8 milliards. Cette situation serait imputable, principalement, à l'amélioration des soldes de la balance des biens (+320,1 milliards), du revenu secondaire (+85,9 milliards) et de la balance des services (+63,2 milliards). En outre, le déficit courant rapporté du PIB devrait enregistrer une amélioration de 3,8 points de pourcentage en s'établissant à 11,3 % en 2024 contre 15,1% en 2023.

Le déficit de la balance commerciale devrait s'établir à 2277,0 milliards en 2024, contre 2597,1 milliards en 2023, soit une amélioration de 320,1 milliards, en liaison avec une hausse des exportations (+480,7 milliards) plus prononcée que celle des importations de biens (+160,6 milliards). S'agissant de la hausse des exportations de biens, elle s'expliquerait principalement par l'augmentation des ventes de produits pétroliers (+359,7 milliards), de produits halieutiques (+52,0 milliards) et d'or non monétaire (+40,5 milliards). Quant au renforcement des importations de biens, il serait dû principalement à la hausse des achats de biens d'équipement (+250,5 milliards), de produits alimentaires (+46,8 milliards) et de biens intermédiaires (+39,7 milliards). En revanche, une forte baisse des importations de produits pétroliers (-80,4 milliards) est prévue en 2024.

Pour ce qui est du déficit de la balance des services, il devrait s'améliorer de 63,2 milliards, passant de 1377,7 milliards à 1314,5 milliards, sous l'effet de l'amélioration des exportations de services (+17,1 milliards), notamment celle du poste « voyages » (+4,0 milliards). Cette hausse serait conjuguée à une baisse des importations de services (-46,1 milliards).

La balance des revenus primaires, pour sa part, est prévue en déficit de 682,3 milliards en 2024, soit une dégradation de 44,4 milliards par rapport à 2023.

Concernant la balance des revenus secondaires, elle s'inscrirait en hausse de 85,9 milliards ; laquelle est fortement expliquée par l'accroissement des transferts des migrants (+77,1 milliards). Ainsi, le solde du compte secondaire qui demeure excédentaire est prévu à 1842,7 milliards en 2024.

3.2.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

Le compte de capital devrait dégager un excédent de 265,1 milliards en 2024 contre 241,5 milliards en 2023, soit une hausse de 23,6 milliards en relation avec le renforcement des transferts de capitaux aux administrations publiques d'un montant de 24,3 milliards.

Le compte financier afficherait un excédent de 2245,7 milliards en 2024 contre 2458,8 milliards en 2023, soit un repli de 213,1 milliards expliqué, principalement, par la baisse des investissements directs étrangers et des autres investissements respectivement de 148,6 milliards et 112,0 milliards et ce, malgré une hausse des investissements de portefeuille de 47,5 milliards.

4. LA SITUATION MONÉTAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2023

En 2023, la situation monétaire devrait être marquée par un repli des avoirs extérieurs nets (-155,5 milliards), une progression des créances intérieures (+1223,4 milliards) et une hausse de la masse monétaire (+11,9%).

4.1.1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se chiffrent à 859,6 milliards en 2023, soit une régression de 155,5 milliards, comparativement à 2022, due au repli des actifs extérieurs nets de la Banque centrale du même montant.

4.1.2. LES CRÉANCES INTÉRIEURES

Quant à l'encours des créances intérieures, en 2023, il est attendu à 10171,6 milliards, soit un accroissement de 1223,4 milliards, imputable, principalement, à l'augmentation simultanée des créances sur l'économie (+752,5 milliards) et celle des créances nettes sur l'administration centrale (+471,0 milliards). Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie s'établirait 36,3%, soit une hausse de 0,8 point de pourcentage, comparé à 2022.

4.1.3. LA MASSE MONÉTAIRE

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire passerait de 8966,0 milliards à 10034,0 milliards, soit un renforcement de 1067,9 milliards entre 2022 et 2023. Cette augmentation de la liquidité est attribuable, essentiellement, au renforcement la circulation fiduciaire (+329,7 milliards) et des dépôts bancaires (+281,2 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie serait de 52,9% en 2023, soit un gain de 1,0 point de pourcentage, comparativement à 2022.

4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2024

La situation monétaire serait marquée, en 2024, par une hausse des avoirs extérieurs nets (+80,0 milliards), une progression des créances intérieures 13,9% (+1410,7 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+14,9%).

4.2.1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires afficheraient une valeur de 1884,8 milliards en 2024, soit une augmentation de 80,0 milliards par rapport à 2023. Cette situation serait engendrée, entièrement, par la progression des avoirs extérieurs de la Banque centrale (+80,0 milliards).

4.2.2. LES CRÉANCES INTÉRIEURES

Projeté à 11582,4 milliards, en 2024, l'encours des créances intérieurs enregistrerait une hausse de 1410,7 milliards, comparé à 2023. Cette hausse serait portée, essentiellement, par

l'augmentation des créances sur l'économie (+1005,7 milliards). Par ailleurs, le taux de financement bancaire de l'économie se situerait à 36,6% contre 36,3% en 2023.

4.2.3. LA MASSE MONÉTAIRE

En 2024, la masse monétaire est attendue à 11524,7 milliards contre 10034,0 milliards en 2023. Cet accroissement se traduirait par le renforcement de la circulation fiduciaire (+241,2 milliards) et des dépôts transférables dans les banques (+823,6 milliards) ; lesquels se chiffreraient respectivement à 2714,9 milliards et 5561,4 milliards en 2024. Ainsi, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 52,9% à 53,5% entre 2023 et 2024.

5. LES RISQUES MACROÉCONOMIQUE

L'économie mondiale a été secouée ces dernières années par des crises majeures qui ont impacté négativement les activités, remettant ainsi en cause les fondamentaux des politiques économiques traditionnelles. A cet effet, une gestion économique requiert une bonne anticipation de la dynamique des différents agrégats macroéconomiques avec, notamment, un bon suivi de l'activité économique et des recettes qui en découlent, une planification des dépenses et une bonne stratégie d'endettement. Ainsi, il s'avère nécessaire de bien appréhender les chocs afin d'anticiper les risques macroéconomiques qui en découlent.

L'activité économique interne reste singulièrement vulnérable face aux incertitudes qui planent sur l'économie mondiale. En effet, les tensions géopolitiques à l'échelle sous régionale et internationale restent un défi majeur pour le Sénégal. La poursuite de la crise entre la Russie et l'Ukraine devrait affecter davantage l'approvisionnement, notamment, en blé, en produits pétroliers raffinés et en matériaux de construction et agir au final sur l'activité économique. Par ailleurs, la persistance de l'inflation et le durcissement des conditions de financement des économies des pays en développement constituent un gros risque pour notre économie.

Globalement, la classification suivante de ces risques externes en fonction de leur probabilité d'occurrence pourrait être retenue : (i) la prolongation de la crise russo-ukrainienne ; (ii) le renchérissement des cours du pétrole et de gaz et (iii) la hausse vertigineuse des cours des produits alimentaires. La mesure quantitative de ces risques fait ressortir un manque à gagner en termes de croissance qui varie entre 0,1 et 2 points de pourcentage sur le moyen terme. S'agissant des finances publiques, le déficit budgétaire devrait se dégrader en moyenne entre 1 et 2,7 points de pourcentage.

Au titre des risques internes, faut-il le rappeler, le Sénégal devrait débiter la production de pétrole et de gaz au second semestre 2024 après plusieurs reports de la date de démarrage. Toutefois, face aux fluctuations des cours du baril et aux incertitudes qui planent sur le profil de production, l'exploitation du pétrole et de gaz constitue principalement le risque majeur sur les prévisions du secteur réel et pour ce qui est des finances publiques.

En somme, la classification de ces risques internes ci-après en fonction de leur probabilité d'occurrence peut être retenue : (i) une baisse ou un nouveau report de la production de pétrole et de gaz initialement prévue ; (ii) une persistance de l'inflation ; (iii) une baisse de la production agricole ; (iv) une instabilité liée aux échéances électorales et (v) la non mise en œuvre des réformes phares. La mesure quantitative de l'impact de ces risques montre des pertes de croissance qui peuvent atteindre 6,0 points de pourcentage en liaison, notamment, avec la baisse de la production de pétrole et de gaz. Sur les finances publiques, la survenance de ces chocs pourrait entraîner une dégradation du déficit budgétaire en moyenne de deux (2) points de pourcentage en rapport à l'augmentation des subventions et transferts de l'Etat pour atténuer les impacts négatifs.

ANNEXES

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel

Croissance du Produit Interieur Brut	2020	2021 s. déf.	2022 est.	2023 prév.	2024 prj
Secteur Primaire	12,2%	0,6%	-1,4%	5,7%	4,8%
Agriculture et activités annexes	18,3%	0,6%	-3,4%	6,6%	4,6%
Elevage et chasse	4,3%	1,8%	5,0%	4,1%	6,1%
Sylviculture, exploitation forestière,	2,3%	4,3%	3,9%	3,5%	3,8%
Pêche et pisciculture	-10,2%	-6,4%	-4,9%	2,3%	2,8%
Secteur Secondaire	-1,5%	7,8%	1,1%	2,8%	20,6%
Activités extractives	-4,0%	16,6%	-4,9%	-9,0%	169,6%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					
Abattage, transformation et conservation des viandes	2,7%	2,9%	1,7%	1,2%	1,8%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	-19,1%	15,2%	-3,1%	-4,3%	2,7%
Fabrication de corps gras alimentaires	-16,5%	-6,9%	0,1%	-39,5%	8,6%
Riz décortiqué et farines	5,4%	4,2%	3,7%	4,5%	7,7%
Fabrication d'aliments pour animaux	13,7%	3,3%	0,6%	3,4%	9,0%
Fabrication de pain et pâtisseries	3,2%	3,8%	0,1%	4,2%	4,3%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	0,5%	5,1%	4,8%	3,4%	4,0%
Conserves de fruits et légumes	5,0%	3,6%	-3,5%	3,2%	5,2%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	9,7%	2,2%	11,9%	3,6%	4,6%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	4,3%	11,7%	4,6%	8,9%	10,0%
Fabrication d'autres produits alimentaires	-2,6%	4,8%	-12,1%	3,0%	4,6%
Fabrication de boissons	-3,1%	14,4%	6,5%	5,9%	7,0%
Produits à base de tabac	-11,6%	18,0%	-11,8%	0,3%	4,2%
Raffinage pétrole, cokéfaction,	-13,4%	8,7%	1,6%	80,8%	9,4%
Fabrication de produits chimiques	-8,0%	5,3%	4,0%	-2,4%	7,2%
Matériaux de construction	7,8%	10,6%	-0,7%	18,3%	6,4%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	-0,4%	6,6%	3,0%	2,6%	2,7%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	2,1%	0,9%	0,2%	-66,0%	0,1%
Sciage et rabotage du bois	0,2%	11,5%	6,8%	6,8%	6,1%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	10,8%	15,8%	8,6%	4,8%	10,4%
Produits pharmaceutiques	-1,7%	5,8%	-13,4%	2,2%	4,3%
Savons, parfums et produits d'entretien	23,9%	3,8%	9,1%	0,3%	10,0%
Produits du caoutchouc et plastique	9,6%	12,7%	-2,9%	-2,9%	2,9%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	-2,5%	1,1%	-13,6%	-20,8%	-1,1%
Autres matériels de transport	-5,9%	9,5%	0,7%	9,2%	6,9%
Autres produits manufacturés	5,2%	6,3%	3,3%	5,8%	5,9%
Electricité et gaz	8,0%	6,5%	9,2%	9,5%	11,2%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	9,6%	7,1%	6,6%	5,3%	6,6%
Construction	-14,4%	8,1%	2,2%	8,4%	6,5%
Secteur Tertiaire	0,6%	7,5%	6,7%	3,9%	6,0%
Commerce	-0,6%	4,5%	6,2%	2,1%	6,1%
Transports	-10,2%	7,5%	8,0%	7,9%	6,8%
Services d'hébergement et restauration	-14,9%	9,8%	26,5%	5,5%	6,7%
Information et Communication	-2,3%	8,8%	8,1%	5,9%	7,4%
<i>Services des Télécommunications</i>	-4,5%	8,7%	10,9%	5,9%	7,4%
<i>Autres services d'information et de communication</i>	7,2%	9,0%	-2,7%	5,9%	7,4%
Services financiers et d'assurance	-1,5%	8,9%	10,4%	9,2%	9,4%
Services immobiliers	5,9%	5,6%	4,5%	4,3%	5,7%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	10,2%	9,8%	4,7%	1,2%	5,2%
Services de soutien au bureau	-1,7%	10,4%	6,8%	0,5%	5,9%
Services d'administration publique	10,6%	6,6%	8,3%	4,7%	6,4%
Enseignement	-8,6%	17,5%	2,3%	1,8%	2,7%
Activités de santé et action sociale	8,3%	11,9%	6,2%	5,8%	4,9%
Activités à caractère collectif ou personnel	-6,9%	6,7%	33,7%	13,2%	4,6%
Services domestique	3,5%	3,8%	3,5%	4,4%	3,6%
Autres services	-7,5%	1,3%	2,1%	0,5%	3,9%
Taxes sur biens et services	-3,4%	8,2%	6,2%	5,7%	7,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	1,3%	6,5%	4,2%	4,1%	9,2%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	1,9%	6,3%	3,9%	3,9%	9,4%
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	1,3%	6,5%	4,2%	4,1%	6,0%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	-0,4%	7,3%	5,0%	3,8%	9,7%
Production de biens et services	0,5%	8,0%	3,8%	3,6%	9,3%
Importations de biens et services	7,0%	15,5%	23,8%	-13,6%	0,1%
Taxes nettes sur les produits	-3,4%	8,2%	6,2%	5,7%	7,5%
TOTAL DES RESSOURCES	1,6%	9,5%	8,3%	-0,6%	7,2%
Consommations intermédiaires	-1,3%	10,0%	3,8%	3,2%	9,2%
Consommation finale	2,1%	4,8%	3,5%	4,5%	10,7%
publique	0,8%	13,3%	6,4%	-6,3%	2,4%
privée	2,3%	3,1%	2,9%	7,0%	12,4%
Formation brute de capital fixe	7,2%	16,5%	7,2%	1,7%	9,5%
publique	13,8%	5,4%	-9,7%	-0,8%	15,9%
privée	5,4%	19,7%	11,5%	2,2%	8,1%
Variation de stocks	91,5%	-9,0%	129,7%	-51,5%	-81,1%
Aquisition objets de valeur	16,2%	8,8%	9,4%	9,9%	10,5%
Exportations de biens et services	-13,2%	22,6%	8,1%	-3,4%	10,1%
TOTAL DES EMPLOIS	1,6%	9,5%	8,3%	-0,6%	7,2%

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 2 : PIB nominal

En milliards de FCFA aux prix courant	2020	2021 s déf.	2022 est.	2023 prév.	2024 prj
Secteur Primaire	2 280,1	2 364,8	2 674,6	3 179,5	3 689,8
Agriculture et activités annexes	1 562,4	1 575,3	1 725,6	2 109,7	2 486,7
Elevage et chasse	481,1	553,0	674,1	760,0	859,3
Sylviculture, exploitation forestière,	57,6	61,1	64,3	67,4	70,9
Pêche et pisciculture	179,0	175,4	210,6	242,4	272,9
Secteur Secondaire	3 277,0	3 714,9	4 237,7	4 498,0	5 456,5
Activités extractives	598,1	730,8	865,0	867,6	1 481,4
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					486,4
Abattage, transformation et conservation des viandes	143,8	159,0	187,1	207,0	224,7
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	99,9	109,7	134,2	139,1	152,2
Fabrication de corps gras alimentaires	53,8	72,1	81,1	49,2	53,7
Riz décortiqué et farines	163,8	142,9	174,4	206,9	219,5
Fabrication d'aliments pour animaux	38,7	40,1	47,5	55,7	67,6
Fabrication de pain et pâtisseries	95,9	89,2	98,7	110,8	122,6
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	39,1	40,3	46,6	52,0	56,8
Conserves de fruits et légumes	48,6	51,2	58,5	66,8	76,7
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	93,6	96,7	113,4	128,1	128,2
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	71,0	72,0	79,0	88,9	95,1
Fabrication d'autres produits alimentaires	83,5	89,9	94,2	104,7	111,7
Fabrication de boissons	82,3	90,1	96,1	101,8	105,8
Produits à base de tabac	20,9	24,1	21,3	21,3	22,6
Raffinage pétrole, cokéfaction,	30,4	56,9	73,1	111,6	118,2
Fabrication de produits chimiques	52,9	136,0	213,0	164,7	194,2
Matériaux de construction	101,3	92,6	100,9	126,8	142,7
Egrenage de coton et fabrication de textiles	273,4	297,6	315,2	334,9	344,8
Travail du cuir, fabrication d'article de voyage; chaussures	13,9	13,1	15,9	6,0	6,5
Sciage et rabotage du bois	69,8	84,6	95,0	104,4	111,1
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	40,3	46,8	50,8	55,2	63,1
Produits pharmaceutiques	11,3	11,7	10,4	11,2	12,0
Savons, parfums et produits d'entretien	54,6	49,0	59,6	63,3	71,8
Produits du caoutchouc et plastique	63,3	71,2	77,2	75,3	78,7
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	91,4	110,6	104,7	74,3	76,8
Autres matériels de transport	41,1	44,6	46,6	51,1	54,8
Autres produits manufacturés	188,7	199,2	213,7	235,5	255,5
Electricité et gaz	175,2	210,9	230,2	273,2	326,2
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	117,3	126,6	135,0	142,1	153,0
Construction	319,0	355,2	399,3	468,6	528,3
Secteur Tertiaire	7 133,8	7 721,5	8 627,8	9 341,6	10 207,3
Commerce	1 791,8	1 920,6	2 230,8	2 443,5	2 724,3
Transports	462,9	509,0	560,5	617,3	673,0
Services d'hébergement et restauration	144,5	156,0	209,8	238,5	263,4
Information et Communication	530,8	532,0	566,5	638,0	723,2
<i>Services des Télécommunications</i>	405,2	393,9	419,1	469,8	529,6
<i>Autres services d'information et de communication</i>	125,6	138,1	147,4	168,2	193,6
Services financiers et d'assurance	335,8	364,5	408,1	456,5	510,4
Services immobiliers	1 080,5	1 133,1	1 196,3	1 259,2	1 336,5
Services spécialisés, scientifiques et techniques	606,4	676,8	721,7	750,0	809,8
Services de soutien au bureau	232,8	256,7	300,3	314,6	345,8
Services d'administration publique	813,3	938,7	1 115,4	1 229,1	1 357,0
Enseignement	653,1	717,8	747,7	781,8	817,0
Activités de santé et action sociale	214,5	230,7	250,3	271,2	285,3
Activités à caractère collectif ou personnel	51,1	57,0	76,9	89,9	96,7
Services domestique	75,5	82,3	90,4	95,8	100,3
Autres services	140,7	146,2	153,1	156,3	164,8
Taxes sur biens et services	1 428,5	1 486,7	1 728,2	1 945,1	2 197,6
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	14 119,4	15 287,9	17 268,3	18 964,2	21 551,3
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	12 690,9	13 801,3	15 540,1	17 019,2	19 353,7
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	14 119,4	15 287,9	17 268,3	18 964,2	21 064,8
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	12 557,0	13 712,6	15 542,8	16 854,6	19 064,6
Production de biens et services	22 008,9	24 642,0	27 885,8	29 891,9	33 982,5
Importations de biens et services	5 555,5	6 914,0	9 137,3	8 619,8	8 734,3
Taxes nettes sur les produits	1 428,5	1 486,7	1 728,2	1 945,1	2 197,6
TOTAL DES RESSOURCES	28 992,8	33 042,7	38 751,3	40 456,8	44 914,4
Consommations intermédiaires	9 317,9	10 840,8	12 345,7	12 872,8	14 628,8
Consommation finale	11 720,9	12 434,7	14 253,9	15 128,2	17 237,0
publique	2 016,3	2 300,2	2 813,9	2 464,0	2 522,7
privée	9 704,6	10 134,5	11 440,0	12 664,3	14 714,3
Formation brute de capital fixe	4 293,7	5 202,6	6 190,9	6 631,7	7 395,9
publique	1 107,0	1 241,2	1 288,9	1 349,3	1 626,2
privée	3 186,7	3 961,4	4 902,0	5 282,4	5 769,8
Variation de stocks	706,6	767,1	1 260,7	1 127,0	449,9
Aquisition objets de valeur	30,8	35,8	45,0	52,1	59,9
Exportations de biens et services	2 922,8	3 761,8	4 655,2	4 645,0	5 142,8
TOTAL DES EMPLOIS	28 992,8	33 042,7	38 751,3	40 456,8	44 914,4

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 3 : Evolution du déflateur

EVOLUTION DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 2014	2020	2021 s déf.	2022 est.	2023 prév.	2024 prj
Secteur Primaire	-0,6%	3,1%	14,8%	12,5%	10,7%
Agriculture et activités annexes	2,6%	0,2%	13,4%	14,7%	12,7%
Élevage et chasse	-6,8%	12,9%	16,1%	8,3%	6,6%
Sylviculture, exploitation forestière,	0,7%	1,7%	1,3%	1,3%	1,3%
Pêche et pisciculture	-2,7%	4,7%	26,3%	12,5%	9,5%
Secteur Secondaire	2,9%	5,1%	12,8%	3,2%	0,6%
Activités extractives	19,9%	4,8%	24,5%	10,2%	-36,7%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>					
Abattage, transformation et conservation des viandes	7,3%	7,5%	15,7%	9,3%	6,6%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	0,3%	-4,6%	26,3%	8,3%	6,6%
Fabrication de corps gras alimentaires	10,3%	44,0%	12,4%	0,1%	0,5%
Riz décortiqué et farines	-3,3%	-16,3%	17,6%	13,5%	-1,4%
Fabrication d'aliments pour animaux	-13,7%	0,4%	17,6%	13,5%	11,3%
Fabrication de pain et pâtisseries	-0,5%	-10,3%	10,5%	7,7%	6,1%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	-1,6%	-1,9%	10,5%	7,7%	5,1%
Conserves de fruits et légumes	-1,1%	1,7%	18,6%	10,6%	9,1%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	24,6%	1,1%	4,7%	9,0%	-4,3%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	-0,8%	-9,3%	4,9%	3,4%	-2,8%
Fabrication d'autres produits alimentaires	0,5%	2,7%	19,2%	7,9%	2,0%
Fabrication de boissons	-0,2%	-4,2%	0,1%	0,0%	-2,8%
Produits à base de tabac	-0,3%	-2,4%	0,0%	0,0%	1,9%
Raffinage pétrole, cokéfaction,	-21,8%	72,5%	26,5%	-15,6%	-3,1%
Fabrication de produits chimiques	-10,9%	144,2%	50,5%	-20,7%	10,0%
Matériaux de construction	8,7%	-17,4%	9,8%	6,2%	5,9%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	1,2%	2,1%	2,8%	3,6%	0,3%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	-10,3%	-6,7%	21,1%	12,3%	7,3%
Sciage et rabotage du bois	2,5%	8,6%	5,1%	2,9%	0,3%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	-0,3%	0,3%	0,0%	3,7%	3,7%
Produits pharmaceutiques	2,4%	-2,0%	2,3%	5,9%	2,0%
Savons, parfums et produits d'entretien	1,5%	-13,6%	11,4%	5,9%	3,2%
Produits de caoutchouc et plastique	-7,7%	-0,2%	11,6%	0,5%	1,5%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	-0,5%	19,8%	9,6%	-10,4%	4,6%
Autres matériels de transport	2,0%	-1,1%	3,8%	0,4%	0,4%
Autres produits manufacturés	0,9%	-0,7%	3,8%	4,1%	2,4%
Électricité et gaz	-1,4%	13,0%	0,0%	8,3%	7,3%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	-5,5%	0,7%	0,0%	0,0%	1,0%
Construction	-5,0%	3,0%	10,0%	8,2%	5,8%
Secteur Tertiaire	1,5%	0,7%	4,7%	4,2%	3,1%
Commerce	-1,4%	2,6%	9,4%	7,3%	5,1%
Transports	2,0%	2,3%	1,9%	2,1%	2,1%
Services d'hébergement et restauration	1,4%	-1,6%	6,3%	7,7%	3,5%
Information et Communication	-0,7%	-7,9%	-1,4%	6,3%	5,5%
<i>Services des Télécommunications</i>	-1,7%	-10,6%	-4,0%	5,8%	4,9%
<i>Autres services d'information et de communication</i>	1,2%	0,8%	9,7%	7,7%	7,2%
Services financiers et d'assurance	1,2%	-0,3%	1,4%	2,4%	2,2%
Services immobiliers	1,1%	-0,7%	1,0%	0,9%	0,4%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	3,8%	1,7%	1,9%	2,7%	2,6%
Services de soutien au bureau	1,8%	-0,1%	9,6%	4,3%	3,8%
Services d'administration publique	-0,1%	8,3%	9,7%	5,3%	3,8%
Enseignement	15,3%	-6,4%	1,8%	2,7%	1,7%
Activités de santé et action sociale	-0,2%	-3,9%	2,2%	2,4%	0,2%
Activités à caractère collectif ou personnel	1,6%	4,6%	0,9%	3,2%	2,8%
Services domestique	1,4%	5,1%	6,1%	1,5%	1,0%
Autres services	2,0%	2,6%	2,6%	1,5%	1,4%
Taxes sur biens et services	2,0%	-3,8%	9,5%	6,5%	5,1%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	1,6%	1,6%	8,4%	5,5%	4,1%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	1,5%	2,3%	8,4%	5,4%	3,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	1,6%	1,6%	8,4%	5,5%	4,8%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	1,5%	1,8%	7,9%	4,4%	3,1%
Production de biens et services	0,4%	3,7%	9,0%	3,5%	4,0%
Importations de biens et services	-3,5%	7,8%	20,7%	9,2%	1,3%
Taxes nettes sur les produits	2,0%	-3,8%	9,5%	6,5%	5,1%
TOTAL DES RESSOURCES	-0,4%	4,0%	8,3%	5,0%	3,5%
Consommations intermédiaires	-1,3%	5,8%	9,8%	1,0%	4,1%
Consommation finale	1,8%	1,3%	10,7%	1,5%	2,9%
publique	4,1%	0,7%	4,1%	6,3%	5,0%
privée	1,3%	1,3%	11,7%	3,5%	3,4%
Formation brute de capital fixe	-1,3%	4,0%	11,0%	5,3%	1,9%
publique	2,1%	6,3%	15,0%	5,6%	3,9%
privée	-2,6%	3,8%	9,0%	5,4%	1,0%
Variation de stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Aquisition objets de valeur	0,1%	6,6%	9,6%	5,3%	4,1%
Exportations de biens et services	-1,7%	4,9%	21,5%	3,2%	0,6%
TOTAL DES EMPLOIS	-0,4%	4,0%	8,3%	5,0%	3,5%

Source : DPEE/DGPPE/MEPC

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

TOFE	2020	2021	2022 Réal.	2023 Révision	2024 LFI
(en milliards FCFA)					
Compte Administration centrale					
Recettes totales	2 842,7	2 979,4	3 536,3	4 019,4	4 693,7
pm. Recettes budgétaires hors dons	2 518,2	2 848,8	3 390,4	3 740,4	4 390,0
Recettes fiscales	2 368,2	2 594,1	3 135,5	3 595,1	4 180,0
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	717,2	771,5	1 011,4	1 048,0	1 332,4
Impôts sur les salaires et main d'œuvre	8,0	33,1	39,3	41,2	50,8
Impôts patrimoine	42,0	55,5	52,7	47,4	61,1
Impôts sur les biens et services (y compris FSIPP)	1 228,4	1 293,0	1 499,9	1 851,3	2 017,0
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	337,9	393,6	488,4	551,4	625,1
Autres recettes fiscales	34,7	47,5	43,9	55,2	63,3
Recettes fiscales issues de l'exploitat° Pétrole					30,4
<i>dont contribution économique loc (CEL)</i>					4,6
Cotisations sociales					
Dons	324,5	130,6	145,9	279,0	303,8
Budgétaire	194,7	17,1	23,4	46,7	47,2
En capital	129,8	113,5	122,4	232,3	256,6
Autres recettes	150,0	254,7	254,9	145,3	210,0
dont autres recettes non fiscales	104,0			144,9	168,7
dont Recettes non fiscales / exploitat° Pétrole					41,3
<i>Pour mémoire : Recettes totales de l'Etat issues de l'exploitation gaz-pétrole</i>					71,6
Depenses	3 745,7	3 943,6	4 590,4	4 939,1	5 533,9
DEPENSES BUDGETAIRES					
Charges	3 134,3	3 216,2	4 177,7	4 124,6	4 611,7
Remunération des salaires (Hors prestat° soc.)	804,1	885,8	1 102,9	1 235,0	1 401,8
Utilisations de bien et services	285,5	377,0	366,2	355,9	428,4
Consommation de capital fixe					
Interets	289,5	306,5	384,1	502,9	578,274
Exterieur	251,8	254,1	322,8	386,7	404,2
Interieur	37,7	52,4	61,3	116,2	174,1
Subventions	175,2	91,0	46,8	245,6	255,2
Dons (courants et en capital)	1 381,7	1 348,6	2 103,5	1 498,7	1 703,7
<i>Dons courants</i>	675,4	669,7	1 237,2	789,5	789,5
<i>Dons en capital</i>	706,3	678,9	866,3	709,2	914,1
Prestations d'assistance sociales	23,3	22,9	25,8	38,0	40,7
Autres charges	175,1	184,4	148,5	248,5	203,7
Autres charges courantes	175,1	184,4	148,5	248,5	203,7
Autres charges en capital					
Solde brut de gestion (1-2+23+NOBz)	-291,6	-236,8	-641,5	-105,3	82,0
<i>Solde net de gestion (1-2+NOBz) c/</i>					
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
Acquisition nette actifs non financiers	611,4	727,5	412,7	814,4	922,2
Actifs fixes	610,3	722,8	658,4	814,4	922,2
Investissement financé/ress. internes et exécuté par l'Etat	51,3	92,9	121,0	146,5	220,6
Investissement des autres entités financés sur dons de l'Etat			0,0		
Investissement financé/ressources externes et exécuté en projet	559,0	629,8	537,4	667,9	701,6
Variation de stocks	1,1	1,7	1,2		
Objets de valeur	0,0	0,0	0,1		
Actifs non produits	0,0	3,0	0,0		
Cession d'actifs			-247,0		
Capacité/besoin financement (excédent/déficit)	-903,0	-964,3	-1054,2	-919,7	-840,2
Solde budgétaire hors ressources d'hydrocarbures					

Source : DPEE/DGCPT

Tableau 5 : TOFE (Suite)

Financement/ Suite Tofe	2020	2021	2022 Réal.	2023 Révision	2024 LFI
TRANSACT° SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (/ FINANCEMENT)					
Acquisition nette actifs financiers	235,1	432,5	335,6	0,0	-154,2
Interieur	235,1	432,5	335,6	0,0	-154,2
Numéraire et dépôts	117,1	358,0	88,6	0,0	-154,2
<i>dont surplus de financement de l'année n-1</i>					-154,2
Fds STAB					
Fds Inter. G					
Crédits	68,7	58,8	288,4	0,0	0,0
<i>dont rétrocession nette des remboursements</i>	73,7	58,8	292,0		
<i>dont couvertures de chèques de la Poste non remboursées</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actions et parts de fonds d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standard	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés et options sur titres des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir	49,3	15,7	-41,5	0,0	0,0
<i>dont couvertures cheques postes n. remb.</i>					
Exterieur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or monétaire et DTS	0,0	0,0	0,0		
Accumulation nette de passifs	1145,7	1395,4	1391,4	919,7	686,0
Interieur	282,8	364,4	618,7	24,4	250,2
Titres de créances (publics) (net)	319,3	140,2	442,3	110,4	372,1
<i>Bons du trésor en compte de depot</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Bons du trésor en adjudication</i>	45,6	23,7	45,4	126,7	116,6
<i>Emprunts obligataire par APE</i>	-15,9	-15,7	55,3	106,1	224,8
<i>Emprunts obligataire en adjudication</i>	304,7	144,7	356,5	-122,4	30,7
<i>Emprunts Sukkuk</i>	-15,0	-12,5	-15,0		
<i>Autres</i>					
Crédits	-71,2	223,0	113,1	-71,0	-121,8
<i>Depot koweïtien</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>FMI et DTS</i>	0,0	246,3	134,8	-44,3	-88,7
<i>Autres emprunts Bancaires (dont BIS, BA, etc)</i>	-71,2	-23,3	-10,8	-11,6	-8,2
<i>dont</i>					
<i>Emprunts Bancaires</i>					
<i>Sukkuk</i>	0,0		0,0	-15,0	-25,0
<i>Ressources Afriximbank</i>	0,0	0,0	-10,8		
Autres comptes à payer	34,7	1,2	63,4	-15,0	0,0
<i>dont fonds en route</i>	5,8	1,0	18,2		
<i>dont Reglements sur les dépenses ordnnancées en n-1</i>			-15,0	-15,0	0,0
<i>dont comptes de dépôt</i>	-68,8	6,4	-56,1		
<i>dont Reglements correspondants du Trésor (yc collectivités)</i>			0,0	0,0	0,0
<i>dont financements autres</i>					
<i>dont Fonds national de retraites FNR</i>	29,4	8,1	20,2	0,0	0,0
<i>dont Autres</i>					
Exterieurs	862,9	1031,0	772,7	895,3	435,8
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créances	221,3	565,9	273,8	400,2	448,0
<i>Bons du trésor par adjudication</i>	9,4	61,3	63,0	202,3	77,7
<i>Obligation du Trésor par adjudication</i>	249,2	257,5	228,0	2,5	20,4
<i>Obligation du Trésor par APE</i>	-27,4	-27,6	-7,2	205,4	149,9
<i>Emprunts non concessionnels</i>	0,0		0,0	0,0	0,0
<i>Autres Financements extérieurs. /Euro Obligations</i>	0,0	287,2	0,0	0,0	200,0
<i>Remboursements Eurobond</i>			0,0	0,0	0,0
<i>Sukkuk</i>	-10,0	-12,5	-10,0	-10,0	0,0
<i>Autres</i>					
Crédits	641,6	465,1	498,9	495,1	-12,3
<i>dont Tirages sur prêts programme</i>	469,8	171,0	307,7	879,4	300,0
<i>dont prêt FMI</i>				431,2	
<i>dont Prêts-projets</i>	429,2	516,3	415,0	435,6	445,0
<i>dont Rétrocessions</i>	73,7	58,8	40,8		
<i>dont autres emprunts (BA,)</i>	0,0	0,0	251,2	-7,7	-5,4
<i>dont bilatéraux et multilatéraux et commerciaux</i>	-331,0	-281,0	-515,8	-812,2	-751,8
<i>dont remboursementEurobond</i>	0,0				
<i>dont rachats Eurobond</i>	0,0				
<i>dont crédit-Suisse et Afriximbank</i>	0,0				
<i>Autres credit (SCBank CITI pour 2020)</i>	0,0				
<i>dont Autres crédits nets</i>	0,0				
<i>Autres comptes à payer</i>	0,0	0,0			
<i>Erreurs et omissions</i>	7,6	-1,3	1,7	0,0	0,0

Source : DPEE/DGCPT

Tableau 6 : Balance des paiements

LIBELLE POSTE	2020	2021	2022	2023	2024
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-1 532,3	-1 845,0	-3 441,8	-2 855,8	-2 431,0
1- Biens et services	-2 626,7	-3 048,8	-4 482,1	-3 974,8	-3 591,5
Balance des biens	-1 609,5	-1 662,4	-2 907,1	-2 597,1	-2 277,0
Exportations de biens FOB dont :	2 410,8	3 044,7	3 795,0	3 744,3	4 225,0
Produits halieutiques	321,7	365,1	423,3	445,1	497,1
Produits arachidières	120,7	168,6	100,8	135,5	140,2
Produits horticoles	95,6	145,7	146,1	192,8	204,4
Engrais solides	19,5	33,1	9,3	10,3	9,0
Acide phosphorique	151,6	265,3	471,9	383,5	354,3
Phosphate	11,5	22,1	47,7	28,1	26,1
Produits pétroliers	357,5	448,5	648,9	507,8	867,5
Or	473,1	604,2	650,9	633,3	673,8
Titane	62,2	87,8	115,8	91,7	97,0
Zircon	54,1	62,5	87,6	69,5	72,7
Ciment	73,7	86,2	75,7	95,9	102,5
Divers	669,6	755,6	1 017,0	1 150,7	1 180,2
Importations de biens FOB	-4 020,3	-4 707,1	-6 702,1	-6 341,4	-6 502,0
Importations de biens CAF dont :	-4 509,6	-5 401,2	-7 549,2	-7 141,8	-7 321,6
Produits alimentaires	-867,5	-950,6	-1 221,9	-1 122,6	-1 169,4
Autres biens de consommation courante	-457,7	-529,6	-606,5	-574,0	-603,5
Produits pétroliers	-1 041,5	-1 359,0	-2 389,0	-1 930,2	-1 849,8
Biens intermédiaires	-939,7	-1 210,0	-1 675,9	-1 682,6	-1 722,3
Biens d'équipement	-1 002,5	-1 128,7	-1 452,0	-1 546,3	-1 796,9
Autres importations	-200,7	-223,3	-204,0	-286,1	-179,8
Balance des services	-1 017,2	-1 386,4	-1 575,1	-1 377,7	-1 314,5
Crédit	502,9	714,7	860,2	900,7	917,8
Dont voyage	71,0	199,4	339,0	349,8	354,0
Débit	-1 520,1	-2 101,2	-2 435,2	-2 278,4	-2 232,3
Dont fret et assurances	-489,3	-694,1	-847,8	-802,0	-822,2
2- Revenu primaire	-340,9	-367,6	-624,6	-637,8	-682,3
Dont intérêts sur la dette publique	-251,8	-254,1	-322,8	-386,7	-400,2
3- Revenu secondaire	1 435,4	1 571,4	1 664,9	1 756,8	1 842,7
- Administrations publiques	167,9	-11,5	-34,5	-10,0	-7,9
Dont aides budgétaires	194,7	17,1	23,4	46,7	47,2
- Autres secteurs	1 267,5	1 582,9	1 699,5	1 766,8	1 850,6
Dont transferts des migrants (recept.)	1 408,5	1 622,9	1 731,9	1 792,5	1 869,6
b- Compte de capital (4+5)	138,9	122,3	136,1	241,5	265,1
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-3,1	-4,0	-0,6	-0,7	-0,7
5- Transferts de capital	142,0	126,3	136,7	242,2	265,8
- Administrations publiques	129,8	113,5	131,9	232,3	256,6
J-Autres transferts de capital	129,8	113,5	131,9	232,3	256,6
- Autres secteurs	12,2	12,8	4,8	9,9	9,2
c. Solde comptes courant et de capital (a+b)	-1 393,4	-1 722,7	-3 305,7	-2 614,3	-2 165,9
d- Compte financier (6+7+8+9)	-1 295,7	-1 856,3	-3 243,5	-2 458,8	-2 245,7
6- Investissement direct	-1 005,2	-1 406,5	-1 447,6	-1 415,2	-1 266,6
7- Investissements de portefeuille	-298,9	-562,2	-26,2	-387,8	-435,2
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	8,4	112,5	-1 769,6	-655,8	-543,8
- Administrations publiques	-641,7	-465,1	-498,9	-495,1	12,2
- Autres secteurs	650,1	577,6	-1 270,7	-160,7	-556,0
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres (financement à rechercher)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e- Erreurs et omissions nettes	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0
f- Solde global (a+b-c+d)	-91,3	140,0	-62,2	-155,5	79,8
g- Ecart d'évaluation	-0,8	2,3	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omission	6,4	6,4	0,0	0,0	0,0
h- Variation des avoirs extérieurs nets	92,1	-142,3	62,2	155,5	-79,8

Source : BCEAO

Tableau 7 : Situation des institutions de dépôts (en milliards de F CFA)

Poste	2020	2021	2022	2023	2024
Monnaie au sens large et ses composantes					
Circulation fiduciaire	1 526,4	1 851,7	2 144,0	2 473,7	2 714,9
Billets et monnaies mis en circulation	1 677,9	2 039,3	2 379,5	2 709,2	2 950,3
Encaisses des banques (à déduire)	148,4	184,6	232,4	232,4	232,4
Encaisses des Trésors (à déduire)	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
Dépôts transférables	2 992,1	3 400,0	4 465,6	4 749,8	5 574,8
BCEAO	0,8	1,2	1,1	1,3	1,6
Banques	2 983,4	3 390,9	4 456,6	4 737,8	5 561,4
CCP et CNE	7,9	7,9	7,9	10,7	11,8
MI	4 518,5	5 251,7	6 609,6	7 223,6	8 289,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 875,8	2 123,5	2 356,5	2 810,4	3 235,0
BCEAO	0,4	0,5	0,5	0,6	0,7
AID	1 875,4	2 123,0	2 356,0	2 809,8	3 234,3
Masse monétaire (M2)	6 394,3	7 375,2	8 966,0	10 034,0	11 524,7
Contreparties de la masse monétaire					
Actifs extérieurs nets	1 880,3	2 022,5	1 960,3	1 804,8	1 884,8
BCEAO	1 169,4	1 348,0	1 100,7	945,2	1 025,2
Banques	710,9	674,5	859,6	859,6	859,6
Créances intérieures	6 099,5	6 967,9	8 948,2	10 171,6	11 582,4
Créances nettes sur l'Administration Centrale	1 432,0	1 856,1	2 811,7	3 282,7	3 687,7
BCEAO	71,2	323,0	733,7	1 120,6	1 031,9
Banques	1 360,8	1 533,1	2 078,1	2 162,1	2 655,8
Créances sur l'économie	4 667,6	5 111,7	6 136,4	6 888,9	7 894,6
Passifs à caractère non monétaire (2)	1 382,0	1 516,7	1 814,4	1 814,4	1 814,4
Actions et autres participations dans les ID	770,8	860,8	973,9	973,9	973,9
Engagements non monétaires des ID	611,1	655,9	840,5	840,5	840,5
Dépôts exclus de M2	369,7	379,9	610,3	610,3	610,3
Emprunts	220,8	255,4	216,5	216,5	216,5
Titres autres q'actions exclus de M2	20,6	20,6	13,7	13,7	13,7
Autres postes nets (3)	203,6	98,5	128,0	128,0	128,0
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-7,9	-7,9	-7,9	-10,7	-11,8
Total des contreparties de M2 (4)	6 394,3	7 375,2	8 966,0	10 034,0	11 524,7

Source : BCEAO